

DOCUMENT DE PROJET

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

| | |
|---|---|
| Titre du Projet: Pamoja kwa Djugu/Ensemble pour Djugu | Organisation lead : Search for Common Ground |
| Personne de Contact: Nom: Patrick Mugula Adresse: 104 Avenue de la Corniche Goma DRC Téléphone: +243815813945 E-mail: pmugula@sfcg.org | Membres du consortium : Partenaire ONG Local/ Centre Résolution Conflits (CRC). |
| | Agent de Gestion (s'applique uniquement aux ONGI): Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) |
| | Localité (s) (Province): Territoire de Djugu, Ituri |
| Durée totale du projet (mois) : 12 mois Date de démarrage : 1 juin 2020 Date de clôture : 31 mai 2020 | Coût total du Projet : 1 080 000 USD Budget de partenaire d'exécution : \$1 080 000 USD Frais d'AG (8%) : \$80 000 USD |

Description du Projet :

Décrivez brièvement l'objectif global, les résultats clés et la stratégie du projet

Obj. global: Le consortium "Pamoja kwa Djugu" propose ces interventions à travers le pilier Dialogue démocratique pour contribuer à la stabilisation de l'Est de la RD. Congo et plus spécifiquement pour rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre de manière progressive, pacifique et inclusive – grâce à un processus de dialogue démocratique et de conciliation mené au niveau local, provincial et national – certains des litiges qui sont sources des tensions et des conflits entre communautés dans le territoire de Djugu.

L'intervention vise à atteindre les deux résultats suivants, permettant d'assurer les conditions nécessaires à la construction d'une paix durable et d'amorcer un processus axé sur le long terme :

- Résultat 1 : Les communautés ainsi que les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales collaborent et mènent de manière pacifique et constructive des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu;
- Résultat 2 : Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit.

Search for Common Ground et Centre Résolution Conflits associent à travers ce consortium leurs expériences et leur ancrage au niveau communautaire pour engager les communautés ainsi que les principales parties prenantes à différents niveaux dans ce processus de stabilisation tout en tenant compte de la vulnérabilité actuelle de la zone et des risques qui s'ensuivent, mais également en visant à capitaliser les potentiels existants pour adresser les problèmes. La stratégie d'intervention du projet a été également développée en prenant compte des acquis des processus précédemment engagés par différents acteurs dans la zone pour assurer une meilleure capitalisation des résultats qu'ils ont déjà pu atteindre.

Note sur l'égalité des sexes (Gender Marker): _____

Justification de la Note:

L'intervention a veillé à assurer la participation équitable des femmes, des filles, des hommes et des garçons dès le moment de sa conception, à travers des consultations avec ces différents groupes au cours du processus d'identification des besoins, et en s'assurant que leurs points de vue sont intégrés dans toute la conception. L'étude de base permettra de creuser plus en profondeur par rapport à ces besoins préliminaires identifiés et de développer des recommandations qui nous permettront de prendre en considération les défis identifiés au niveau des différents groupes (femmes, hommes, filles et garçons). Sur cette base, une stratégie genre sera produite dès le premier trimestre du projet. Elle orientera le renforcement des capacités des parties prenantes clés à la mise en œuvre sensible au genre et les guidera dans la prise en compte effective de cette dimension tout au long de la mise en œuvre. Le projet va promouvoir la participation active de toutes les couches sociales avec la représentation d'au moins 40% de femmes et jeunes filles de différentes appartenances dans le processus de dialogue. Au-delà de leur présence en tant que participation, les femmes seront engagées en tant qu'acteur clés pour jouer le rôle dans les équipes dirigeantes des structures de paix en place et les équipes des journalistes formées. Par ailleurs, le projet veillera à ce qu'au moins 25% des activités de dialogue soient spécifiquement consacrées au rôle des femmes et des jeunes filles dans le conflit et la construction de la paix, invitant ainsi l'intégralité de la communauté à réfléchir et dialoguer sur ces problématiques clés. De plus, les activités seront adaptées et revues sur la base des besoins identifiés dans l'étude de base et spécifiques à chaque groupe. Les modalités de mises en œuvre des activités seront revues afin de prendre en compte ces besoins, selon les lignes directrices développées au sein de la stratégie genre. Pour les activités de communication pour la lutte contre les rumeurs et la mise en place des plans locaux de paix, l'intervention visera à assurer un taux de 50% de participation des femmes et des jeunes filles pour leur donner davantage d'espace pour partager leurs points de vue, et pour prioriser leurs apports à la prise en compte du genre dans un contexte où il est difficilement reconnu.



PAGE DE SIGNATURE



| | |
|--|--|
| <p>Nom de l'Organisation lead - Search for Common Ground</p> <p><i>Nom du/de la Représentant (e):</i></p> <p>Charline Burton</p> <p><i>Signature :</i> </p> <p><i>Nom de l'Organisation :</i></p> <p>Search for Common Ground</p> <p><i>Date & Cache</i></p> <p>30 Avril 2020</p>  | <p>Deputy Team Leader de l'Unité d'appui à la stabilisation</p> <p><i>Nom du/de la Représentant (e) :</i></p> <p><i>Signature :</i></p> <p>Jean-Francois Dubuisson</p> <p><i>Nom de l'Organisation : Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)</i></p> <p><i>Date & Cachet</i></p> <p>04-mai-2020</p> |
|--|--|



TABLE DE MATIÈRE

I. Résumé du projet

II. Analyse de contexte, du/des conflits et justification

- a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit
- b) Justification de l'intervention proposée

III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

- a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation
- b) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation
- c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales

V. Gestion et Coordination

- a) Gestion et coordination du projet
- b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation
- c) Suivi et évaluation
- d) Communication et visibilité de l'I4S/STAREC
- e) Budget

VI. Annexes

- Annexe 1 : Cartographie des interventions de stabilisation
- Annexe 2 : Plan de travail
- Annexe 3 : Matrice des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation
- Annexe 4 : Cadre logique (*voir fichier Excel*)
- Annexe 5 : Cadre logique ISSSS (*voir fichier Excel*)
- Annexe 6 : Guide au processus d'harmonisation
- Annexe 7 : Budget (*voir fichier Excel*)
- Annexe 8 : Lignes directrices budgétaires
- Annexe 9 : Lignes directrices pour l'intégration de l'approche genre



I. Résumé du projet

RÉSUMÉ DE PROJET Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

| | |
|--|---|
| Numéro du projet¹ : | |
| Intitulé du projet : | Pamoja kwa Djugu |
| Organisation lead : | Search for Common Ground |
| Membres du consortium : | Partenaire local : Centre Résolution Conflits (CRC). |
| Des organisations bénéficiaires² : | n/a |
| Zone prioritaire et groupements ciblés | Globalement le projet “Pamoja kwa Djugu” touche tout le territoire de Djugu chefferies/Secteurs et la Commune rurale de Mungbwalu avec une attention particulière portée sur les zones les plus touchées par les effets du conflit. Il s’agit spécifiquement ³ de : Bahema-Nord, Bahema-Badjre, le Secteur de Walendu Tatsi, Walendu-Djatsi et Pitsi Bahema-Banywagi, Bahema-Baguru, Mambisa, Mabendi, Bayali-Kilo, cité de Mungbwalu, et Ndo Okebo. |
| Coût total du Projet : | Coût total du Projet : 1 080 000 USD |

¹ À compléter par l’Agent Administrative/MPTF-O

² Ce sont des organisations « bénéficiaires » auxquelles est sous-traitée une partie de la mise en œuvre des activités.

³ Tout le territoire sera touché par les activités du projet “Pamoja kwa Djugu”, les sensibilisations médiatiques vont atteindre toutes les zones du territoire, en outre au moment de la mise en oeuvre des activités, les participants (chefs coutumiers, les jeunes fille/garçons, les femmes, les leaders communautaires, les agriculteurs et éleveurs, la coordination locale de la société civile) venant de différents villages/groupements seront invités à chaque type d’activité selon leurs proximités avec les lieux ciblés pour la tenue d’une activité prévue par le projet. Concrètement, les villages suivant sont ciblées pour la mise en oeuvre : Bahema-Nord (dans les villages du littorale du Lac Albert : Mbogi 1 et 2, Caf, Joo, Gbi, Torgese, Muvaramu, Tara, Songambilli, Songamoya, Z’ga, Gobu, Muganga, Pigwa) et le Secteur de Walendu Tatsi (dans le Village de : Datule, Retso, Bii, Penyi, Kparnganza, Tsalaka, Ezekere, Masumbuko, Saliboko, Gobi et Lona), Walendu-Pitsi (Linga, Buba, Libi , Dhera et Ladejo, Dhendo et Laujo), chefferies de Bahema-Badjere (dans le village de Dhedja, Ngle-Bule, Gali, Djaiba, Lenga et Dhego et Mbijo, Walendu-Djatsi (Fataki, Pimbo, Dz’na, Tchudja, Yalala, Pitji, Likopi, Pitso et Djugu centre), Bahema-Banyagi, (Nyamamba, Tshomia, Mandro, Ngbavi), Bahema-Baguru (Jina, Beliba, Lopa, Gbala, Iga-Bariere, Nyapala), Mambisa (Mayalibo, Nizi, Alagi, Tala, Mabanga, Mabendi), Bayali-Kilo (Kilo, chibichibi et la cité de Mungbwalu), et Ndo Okebo : Akpa, Aboro, Mangala, Ndjubu). Le choix de ces sites est basé sur la volatilité de chaque zone, il s’agit réellement des zones à risque et les plus touchées par les violences dans le territoire de Djugu. Les problématiques de chacune de ces zones a tendance à affecter les zones environnantes.



| | | |
|---|--|---|
| Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : Contributions propres : Autres Contributions : | Budget de partenaire d'exécution : \$1 080 000 USD Frais d'AG (8%) : \$80 000 USD | |
| Durée du projet : | Date de démarrage prévue : 01 juin 2020 | Date d'achèvement prévue : 31 mai 2021 |
| Focus thématique (en lien avec les piliers I4S + objectifs spécifiques de l'AAP) | <p><u>Pilier Dialogue Démocratique</u> : Objectif spécifique (OS) 1</p> <p>Objectif spécifique 1 : (Dialogue démocratique) Rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre de manière progressive, pacifique et inclusive – grâce à un processus de dialogue démocratique et de conciliation mené au niveau local, provincial et national – certains des litiges qui sont sources des tensions et des conflits entre communautés dans le territoire de Djugu.</p> | |
| Note sur le Genre (Gender Marker) et justification : | <p>Le genre en tant qu'une approche transversale aux deux résultats du projet permet d'aborder de manière intégrée les problématiques de la participation des femmes, des jeunes filles et des jeunes hommes aux conflits et à la construction de la paix, ainsi que des inégalités liées au genre. Le projet engagera un consultant en genre pour développer une stratégie d'intégration du genre. Cela inclura la création d'espaces dédiés dans les activités de dialogue pour que les préoccupations des femmes et des jeunes filles soient entendues et prises en compte par l'ensemble de la communauté. Notre consortium se fixe l'objectif d'atteindre 38 500 personnes qui seront directement touchées par le projet, dont 23 100 hommes soit 60% de participation masculine (y compris des jeunes garçons) et 15 400 femmes soit 40% de participation féminine (y compris des jeunes filles).</p> | |
| Objectifs spécifiques et leurs résultats | <p>Le projet est centré sur un unique <u>objectif spécifique</u> : rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre de manière progressive, pacifique et inclusive – grâce à un processus de dialogue démocratique et de conciliation menée au niveau local, provincial et national – certains des litiges qui sont source des tensions et des conflits entre communautés dans le territoire de Djugu.</p> <p>L'extrait du projet est: Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit et mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu de manière pacifique et constructive. Les produits du projet sont:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les structures communautaires sont fonctionnelles et capable de soutenir la population afin d'améliorer la cohésion sociale et transformer pacifiquement les conflits 2. Les plans d'action communautaires sont inclusifs et signés par toutes les parties prenantes 3. COMPACT: Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle 4. Une campagne de communication que appui la transformation pacifique des conflits est formulé et fonctionnel | |



| | |
|---|---|
| | |
| Bénéficiaires (désagrégée par sexe et âge) : | 38 500 personnes seront directement touchées par le projet, dont 23 100 hommes et 15 400 femmes. De plus, le projet atteindra environ 565 000 personnes dont 169000 femmes et 396 000 homme personnes indirectement, grâce aux campagnes médiatiques. |



II. Analyse du contexte, du/des conflits et justification

a) **Analyse du contexte et des dynamiques de conflit**

Le territoire de Djugu est à nouveau plongé dans un cycle de violence meurtrière depuis le milieu de 2017, cycle qui a provoqué plus de 6 000 morts, dont environ 3 800 femmes, 600 enfants et 1600 hommes, et plus des 300 000 déplacés internes répartis dans différents sites (Lota, Rhoo, Drodoro, Dar-Bule, Tali, Blukwa, Telega, Tumbi, Hopital Général de la ville de Bunia, Lycée, ISP, Tsere, Tshomia, Kasenyi, Banga-Tsiku, Dhenyo, Lopa, Lindji, Limani, Loo, Mont-Tsi, Hongbe, etc.). Les violences ont également entraîné la destruction de villages entiers et de nombreuses infrastructures de base. Les tensions et violences ont été initialement déclenchées en réponse à la mort de Père Florent Dunji le 10 juin 2017, dont une partie de la population - principalement Lendu - croit qu'elle a été causée par des individus Hema. Cette suspicion a été exacerbée du fait de l'absence d'une enquête formelle lancée par le gouvernement. Lors des semaines qui ont suivi cet incident, les tensions ont rapidement escaladées jusqu'au déclenchement d'une série d'attaques et de représailles entre les villages du Walendu Tatsi et ceux du Bahema Nord majoritairement occupés les premiers par des communautés Lendu et les deuxièmes par des communautés Hema.

Un second incident s'est déroulé en décembre 2017 avec l'arrestation d'un jeune Lendu soupçonné d'avoir volé un chargeur d'un membre des *Forces Armées de la République Démocratique du Congo* (FARDC). Le lendemain, une agression de femmes Hema travaillant dans les champs par un groupe des jeunes identifiés comme appartenant à la communauté Lendu va provoquer de graves violences, y compris l'incendie de villages Lendu. Ces deux événements ont ravivé la méfiance historique entre les deux groupes et ont été les précurseurs des violences de février et mars 2018,⁴ dont Bahema Nord était l'épicentre, et qui ont opposé des groupes provenant principalement de Walendu Tatsi, Walendu Djatsi et Walendu Pitsi. Après une période d'accalmie entre avril et août, les violences ont repris vers la fin août et jusqu'en septembre. Cette nouvelle vague de violence s'est caractérisée par une nouvelle dynamique avec des attaques ciblées visant les forces de sécurité, notamment les FARDC et la Police Nationale Congolaise (PNC). Cette dynamique résulte d'allégations et de préjugés selon lesquels les FARDC feraient partie du conflit en soutenant l'une des parties au conflit.

Depuis fin mai 2019, les tensions à connotation interethnique sont à nouveau observées dans les villages Lendu voisins des villages Hema. Les incidents sécuritaires et de protection⁵ se sont multipliés dans les limites de voisinage de ces deux communautés. Dans la plupart des cas, les violences se traduisent par des assassinats ciblés, des affrontements entre groupes armés et les FARDC, et des conflits intercommunautaires armés, entraînant de multiples mouvements internes de population civile, y compris des enfants, des femmes et des personnes âgées.⁶

Depuis mi-2017, les violences observées se caractérisent par plusieurs tendances distinctes qui mettent en avant la complexité et la profondeur du conflit :

- 1) La tactique consistant à raser des villages entiers et à détruire des cultures a été de plus en plus utilisée par un groupe d'assaillants. Cette tactique vise à créer un impact économique négatif durable sur les communautés ciblées, au-delà des pertes en vies humaines immédiates, ce qui pourrait dissuader de manière définitive le retour des populations déplacées. Cette tactique pourrait donc être utilisée pour créer une opportunité pour de nouveaux occupants d'aménager et de réclamer ces terres.

⁴ Amir Sungura, Bernard van Soest, Limbo Kitonga, *la résurgence des violences en Ituri? La crise de Djugu de 2018*, Rapport produit dans le cadre du Consortium pour la Stabilisation et la Paix Intégrées à l'Est de la RDC (CISPE) avec l'appui technique de Pax, Pays-Bas, pp.15.

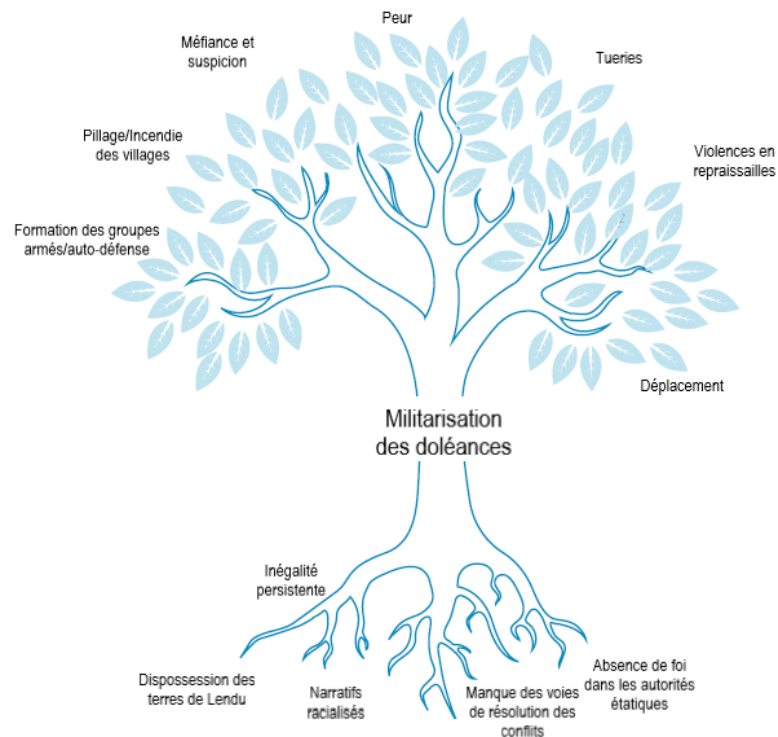
⁵ Cooperazione Internazionale, *Monitoring des incidents de protections-rapport hebdomadaire*, Djugu du 08 au 12 Juin 2019, p.1.

⁶ Amir Sungura, pp.9-12.



- 2) Les violences semblent être organisées à intervalles réguliers, avec des pics de violence en février et mars 2018, puis en août et septembre 2018, et enfin en mai 2019. Cela pourrait expliquer le fait que de nombreux habitants de la zone croient qu'il existe des facteurs politiques importants ou des acteurs économiques manipulant les diverses communautés.
- 3) Le mystère qui entoure les coupables exacts des attaques est une autre note importante. Alors que beaucoup pointent du doigt CODECO, une secte religieuse mystique comprenant des Lendu, leur rôle et leur structure reste un mystère.
- 4) Les attaques ciblées contre les forces de sécurité (FARDC, PNC et le service de renseignement) à partir d'août 2018 soulignent l'importance de la méfiance envers ces services.

La dernière vague de violence, bien que présentant les mêmes caractéristiques que décrites ci-dessus, reflète également des sources de conflit plus profondes liées au conflit en Ituri et à des réalités historiques. La flambée de violence qui a éclaté pendant la Seconde Guerre du Congo a transformé les conflits concernant des terres plus ou moins réglementées sans violence (à Djugu) en une entreprise violente perdant-perdant, à travers laquelle les élites locales se disputent le soutien d'acteurs armés internes et externes pour faire avancer leurs intérêts politico-économiques.⁷ Cette militarisation des griefs, en particulier concernant la terre, constitue un problème fondamental pour débloquer la crise actuelle. Alors que le conflit en Ituri a officiellement pris fin en 2007, les progrès en matière de démobilisation et de réconciliation sont restés incomplets, ce qui est l'une des raisons de l'insécurité persistante au sein du territoire.



Les principales causes historiques du conflit dans le territoire de Djugu comprennent :

- L'interaction entre l'accès à la terre et l'appartenance ethnique : des conflits liés à l'exploitation des concessions et ceux liés à la contestation des transactions foncières avec la pratique de métayage par les grands concessionnaires où le refus de payer les frais de redevance revêt parfois une connotation ethnique ;
- Les suspicions ou préjugés entre toutes les communautés (Hema, Lendu, Mambisa, Nod-Okebo et Banyali) ;
- Les conflits des limites administratives et tous ses corollaires ;
- La problématique des enclaves datant de l'époque coloniale qui pose un sérieux problème de cohabitation surtout entre les Lendu et les Hema (ex. l'enclave de Datule, au Nord du lac Albert, dans le Secteur de Walendu Tatsi et la Chefferie des Bahema Banywagi) ;

⁷ Vlassenroot, K et Raeymaekers, T, *Emerging Complexes in Ituri* de "Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo", (Ghent Academia Press, 2004), pg. 177



- Les conflits liés à l'exploitation des pâturages collectifs qui sont parfois à cheval entre diverses entités administratives dont le pâturage collectif du Groupement GOBI de Walendu Tatsi et le Groupement Losandrema en Chefferie de Bahema Nord ;
- Les conflits liés à l'exploitation des bas-fonds pour des fins agricoles ;
- Les conflits entre agriculteurs et éleveurs se soldant souvent par la destruction des cultures ou des bêtes, les conflits fonciers liés à la destruction ou l'incendie des habitations ;
- Les conflits fonciers liés à l'exploitation des zones minières ;
- Le rôle des acteurs extérieurs dans la politique économique de l'Ituri ;
- L'inefficacité et le manque de crédibilité des plateformes pour régler les conflits ; et
- Le manque de confiance des communautés envers les institutions étatiques.

Le projet visera à répondre principalement aux deux problématiques clés décrites ci-dessous qui en étant adressées, pourraient permettre de favoriser le retour à la stabilisation et poser les bases d'une paix durable au sein du territoire.

Suspensions, préjugés et stéréotypes : Depuis que les acteurs externes ont commencé à interagir avec les populations de l'Ituri au milieu du XIXe siècle, ils ont catalogué leurs interactions avec les Hema et les Lendu sur la base de stéréotypes, qualifiant les Hema de "voisins aimables, calmes et amicaux [...] de vrais descendants des tribus sémitiques [...] d'une des classes dominantes" et au contraire décrivant les Ngiti (Lendu du Sud) comme "abrasifs et violents"⁸ Ces convictions guident la politique coloniale et conduisent les autorités belges à accorder un traitement préférentiel aux affaires, à l'éducation et à l'administration des Hema, tout en les incitant à séparer les chefferies Lendu et Hema, laissant croire qu'elles étaient incapables de coexister pacifiquement.⁹ Cela a conduit à la formation d'une élite Hema qui serait bien placée pour « tirer parti des nouvelles opportunités offertes par la fin du colonialisme, en s'affirmant comme un pôle important des réseaux de mécénat du président Mobutu ». ¹⁰ Cela a conduit à une inégalité structurelle entre les Hema et les Lendu, et explique leur perception de l'Etat et le droit comme une source de marginalisation historique, et le fait que les Lendu ont peu confiance dans les plateformes de recours formelles ou l'état lui-même, une des problématiques clés à laquelle le projet visera à répondre.

Accès à la terre : Les conflits fonciers sont au cœur des conflits violents aujourd'hui. Tout au long de l'histoire coloniale et post indépendance de la zone, la terre a joué un rôle clé dans la formation des relations à Djugu. Premièrement, la création de l'élite Hema (telle que décrite ci-dessus) au cours de la période coloniale a permis aux Hema, lors de la fuite des concessionnaires étrangers immédiatement après l'indépendance, de pénétrer de manière disproportionnée dans le vide créé par leur exode. Cette position avantageuse a été encore consolidée avec la mise en œuvre de la loi foncière de Bakajika en 1966 et du programme de « zairianisation » en 1973. La loi de Bakajika annulait tous les titres de propriété octroyés avant l'indépendance et obligeait les titulaires à présenter une nouvelle demande au gouvernement zairois. Le programme de zairianisation a nationalisé toutes les « fermes, ranchs, plantations, concessions, commerces et agences immobilières ». ¹¹ Ces deux politiques ont permis aux élites Hema de renforcer leur contrôle sur les principaux leviers des opportunités économiques, notamment l'appropriation de terres anciennement Lendu. Comme beaucoup de ces accaparements de terres ont eu lieu sous le couvert de la politique et de la loi foncière en vigueur en RDC, de nombreux Lendu se sont sentis aliénés et ont développé un manque de confiance dans les institutions gouvernementales, notamment dans le domaine de la justice.

⁸ Stanley, *In Darkest Africa: Or, the Quest, Rescue and Retreat of Emin Governor of Equatoria* (Torrington, Wyoming: The Narrative Press, 2001), vol. 1 p. 288

⁹ Fahey, Daniel, *Ituri: Gold, land, and ethnicity in north-eastern Congo*. (Nairobi, Rift Valley Institute, 2013), Pg 22

¹⁰ Fahey, D., Pg 23

¹¹ Crawford Young and Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State* (Madison: The University of Wisconsin Press, 1985), p. 326.



Concernant cette problématique, des avancées significatives sur la stratégie (ISSSS et Stratégie Provinciale de Stabilisation “SPS”) d’accès à la terre ont été réalisées lors de l’atelier sur la définition de la Stratégie de Stabilisation pour la Province de l’Ituri (ex-Province Orientale) et notamment pour la zone prioritaire : *Sud Irumu à Djugu jusqu’à Ariwara à la frontière ougandaise*. Il ressort de cette stratégie que « l’exploitation illégale des ressources naturelles, les dilemmes sécuritaires, et la mobilisation autour de la terre et de l’identité » ont été reconnu comme des facteurs ayant une forte influence sur la dynamique des conflits à Djugu. A cet effet, un accent tout particulier sera accordé dans le cadre de cette intervention pour « *diminuer le ressentiment des populations par rapport à l’accès à la terre* »¹².

b) Justification de l’intervention proposée

Search for Common Ground (Search), en consortium avec Centre Résolution Conflits (CRC), propose une intervention dans le territoire de Djugu qui contribuera à la stabilisation de l’est de la République Démocratique du Congo (RDC), mettant un accent sur le rétablissement de la confiance entre les communautés Lendu et Hema, le renforcement de leur résistance aux manipulations et la résolution de manière progressive, pacifique et inclusive des conflits intercommunautaires. L’intervention est structurée selon deux résultats : l’un axé sur un processus de dialogue démocratique et de conciliation à plusieurs niveaux et l’autre sur le renforcement de la capacité des médias locaux à fournir des informations sensibles aux conflits et de haute qualité. Les principaux problèmes que cette intervention visera sont discutés ci-dessous.

Accès à la terre : La dépossession historique des terres Lendu, telle que décrite ci-dessus, est l’une des principales sources de conflit. La tactique employée par les assaillants dans l’actuelle vague de violence souligne la centralité des terres dans le conflit. Les assaillants venant des zones majoritairement Lendu pour attaquer les zones majoritairement Hema brûlent des cultures et rasant des villages entiers afin de s’assurer que les effets des violences se feront sentir pendant des années et que les populations déplacées pourraient ne jamais rentrer.¹³ C’est peut-être une stratégie pour les groupes armés d’affirmer leur existence dans la zone.

Inégalité structurelle : Comme décrit ci-dessus, les Lendu ont souvent été du côté « perdant » de l’histoire post-léopoldienne. La position privilégiée des Hema sous l’administration coloniale les a favorisés et leur a permis de tirer parti des avantages de l’indépendance, de la loi foncière de Bakajika et de la zaïrianisation.¹⁴ Cela a naturellement suscité un ressentiment important chez les Lendu, qui se sont toujours trouvés désavantagés dans les domaines de l’administration, des affaires, etc.

Absence ou faiblesse de l’autorité de l’Etat : Les communautés de Djugu ont parfois une attitude indécise envers l’état, et les forces de sécurité en particulier.¹⁵ Cela découle de l’éloignement des tribunaux de paix des justiciables, du chef-lieu du territoire, de l’absence des acteurs de sécurité dans certaines localités et de leur insuffisance dans d’autres, et de l’insuffisance d’appui logistique et financier des services étatiques. Les communautés ont des liens économiques plus étroits avec l’Ouganda et presque aucun avec Kinshasa. Cela explique la dynamique émergente à la fin de 2018 de l’augmentation des attaques contre les forces de sécurité de l’État par des groupes armés Lendu. Afin de rétablir la stabilité, l’une des premières conditions préalables sera de rétablir la crédibilité de l’État congolais aux yeux des Lendu.

Inefficacité des plateformes de résolution des conflits : Les plateformes existantes de résolution des conflits n’ont pas été en mesure d’interrompre le cycle du conflit. Bien que des acteurs oeuvrant pour la paix, ils ont tendance à être de nature intra-communautaire et isolés (LORI, ENTE, ANKONGO, KEROVE, Communauté de MABENDI, Communauté de MAMBISA). En raison de leur

¹² Stratégie Provinciale de Stabilisation (SPS) et Plan d’action de la Prioritaires de l’ITURI, p4.2017..

¹³ Amir Sungura, pp.20.

¹⁴ Vlassenroot et Raeymaekers, pp 390

¹⁵ Amir Sungura, pp.25.



appartenance communautaire, chaque acteur évolue et agit de manière isolée sur la construction de la paix avec les risques que les actions d'un acteur soient mal interprétées par d'autres acteurs et amplifient parfois le conflit dans la zone. L'inefficacité de ces structures à pouvoir résoudre les conflits de manière pacifique est l'un des principaux facteurs contribuant à la militarisation du conflit pendant et après la seconde guerre du Congo.

Les préjugés sur deux communautés majoritaires (Hema et Lendu) dans la zone : La tendance est de communautariser les conflits : un simple fait commis par une personne appartenant à une communauté est généralisé à l'ensemble de sa communauté par l'autre communauté, ce qui contribue à l'attribuer à toute la communauté concernée. Les récits décrivant les Hema comme étant rusés et aimables et les Lendu comme des guerriers propagent les stéréotypes et agissent comme un frein à la résolution constructive des conflits. C'est une autre source de conflit née de l'histoire coloniale et précoloniale, et utilisée sélectivement après l'indépendance pour des gains politiques. Ces stéréotypes instaillent la méfiance et constituent un obstacle à la paix et à la stabilité. Le consortium se concentrera fortement sur ses activités médiatiques d'humanisation de l'autre groupe afin de lutter contre cette source historique de conflit.

Tout au long de la durée du projet, l'intervention visera à amorcer un processus de transformation de ces sources fondamentales de conflit. Cependant, ce processus de transformation, pour être complet et durable, nécessitera un effort concerté de plusieurs années impliquant plusieurs secteurs. Tujiunge Kwa Amani s'attachera toutefois à créer des voies pour favoriser la résolution pacifique des conflits et à rétablir la confiance entre les communautés, des éléments indispensables au retour de la stabilisation et d'une paix durable. En outre, le projet visera à lutter contre la communautarisation des conflits qui se sont développés et ont pris racine au fil des années. Pour les problèmes plus profonds liés à l'accès à la terre et à la dépossession, ainsi que pour les inégalités profondément enracinées, ceux-ci seront abordés dans les différentes activités, mais ils ne pourront pas être complètement transformés au cours de la période de mise en œuvre étant donné leur persistance. Cependant, en atteignant les résultats escomptés, le projet permettra de poser des bases indispensables à la transformation de ces problèmes de fond.

Search et son partenaire local CRC s'appuieront sur les enseignements tirés des interventions passées, à la fois en interne et en externe, précisément sur les acquis des dialogues structurés réalisés par les affaires civiles de la MONUSCO/ITURI. Premièrement, lors des activités de dialogue, nous veillerons à une approche de cohésion verticale et horizontale. Les activités de dialogue intercommunautaire contribueront à renforcer la cohésion entre les communautés (*cohésion horizontale*), tandis que les tribunes d'expression populaire fourniront des moyens permettant aux communautés de nouer un dialogue avec les ETD (*cohésion verticale*). L'initiative Track II abordera également des questions enracinées dans une dynamique politique et économique plus large, auxquelles il est impossible de faire face dans les activités de dialogue au niveau communautaire en raison de leur sensibilité.

Deuxièmement, "Pamoja kwa Djugu" utilisera une approche progressive pour identifier et résoudre les conflits. En identifiant certaines « solutions rapides » qui peuvent être ciblées dans les premiers dialogues, le consortium tentera de créer une dynamique permettant de s'attaquer ensuite à des problèmes plus vastes. C'est le cas de problématique d'accès à la terre dont certains aspects ont été abordés par d'autres acteurs tel le consortium CISP. Il s'agit spécifiquement des conflits des limites administratives existantes entre Chefferies, Groupements et Villages. Ces problèmes ont des incidences débouchant à des affrontements très violents entre les parties. Lors des activités de dialogue (dialogues et initiatives de réconciliations, les dialogues inter-communautaires et les formations sur les approches de gestion des conflits), le projet "Pamoja kwa Djugu" analysera et considérera selon leur pertinence les pistes des solutions proposées par CISP telles que reprises dans le plan d'action de sécurité pour les Territoires de Djugu, celles-ci pouvant en effet potentiellement être mises en œuvre en tant que "solutions rapides".

Troisièmement, la radio et d'autres contenus médiatiques seront mis à profit pour humaniser les différentes communautés. Cela peut être un moyen de combattre les stéréotypes et de contrer les rumeurs et les suspicions qui sont profondément ancrées dans le contexte. En humanisant l'autre, en remettant en question les stéréotypes et en luttant contre les rumeurs, une vision plus nuancée de l'autre et des



événements des deux dernières années sera développée afin de susciter une plus grande volonté de s'engager dans des forums pacifiques et constructifs de résolution des conflits.

« Pamoja kwa Djugu » s'appuiera sur d'autres initiatives en cours et passées pour assurer sa complémentarité et éviter les doubles emplois. Le consortium s'appuiera sur le processus de dialogue facilité par la Section des affaires civiles de la MONUSCO en 2018. Search et son partenaire local CRC consulteront régulièrement la MONUSCO CAS afin de s'assurer que nos efforts sont complémentaires et que nous tirons parti de la valeur ajoutée de chaque institution. Nous travaillerons également en étroite coordination avec les programmes de démobilisation en cours de la FPRI pour rechercher les synergies potentielles et assurer la coordination nécessaire et utile.

III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation

I. Présentation générale de l'objectif

Search for Common Ground, en partenariat avec le Centre pour la Résolution des Conflits (CRC), mettra en œuvre le projet Pamoja kwa Djugu dans le territoire de Djugu afin de rétablir la confiance entre les communautés Hema et Lendu, de renforcer leur résistance à la manipulation et de résoudre les conflits intercommunautaires de manière progressive, pacifique et inclusive. Le projet, guidé par une approche fondée sur la promotion du dialogue démocratique, la responsabilisation locale et les initiatives existantes et passées, permettra d'obtenir l'extrait suivant:

- Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit et mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu de manière pacifique et constructive

En créant des possibilités pour les communautés, ainsi que les dirigeants locaux, territoriaux et provinciaux, de s'engager de manière constructive autour de domaines d'intérêt et de préoccupation communs, le projet ouvrira des voies permettant de rétablir progressivement la confiance et de gérer les conflits de manière plus constructive et moins violente. Compte tenu de la sensibilité du contexte, Pamoja kwa Djugu adoptera une approche progressive pour créer des activités de participation directe entre les communautés. Parallèlement au processus de dialogue intercommunautaire, nous nous engagerons également dans un processus de Track II impliquant des acteurs politiques, économiques et de sécurité de haut niveau. En outre, le projet exploitera des programmes médiatiques et engagera les acteurs des médias pour renforcer les discours relatifs à la coexistence pacifique, rétablir la confiance, combattre les stéréotypes et les rumeurs et résoudre les problèmes de manière constructive. À travers les activités du projet, nous entamerons le processus de restauration de la confiance entre les communautés Hema et Lendu (*cohésion horizontale*), ainsi qu'entre les autorités de l'État et les habitants de la zone cible (*cohésion verticale*).

II. Théorie de changement

Si (1) une vision collective et commune de long terme et des solutions concrètes pour la paix sont formulées par les communautés et les leaders locaux et territoriaux eux-mêmes; (2) les initiatives de résolution des conflits, de réconciliation et de stabilisation sont harmonisées et se fondent sur les résultats du dialogue ; et (3) les acteurs médiatiques diffusent l'information sensible au conflit qui contre les préjugés et stéréotypes ; alors la confiance entre les communautés et dans les institutions étatiques sera renforcée, les conflits seront gérés de façon non-violente et les causes des conflits trouveront une réponse plus adaptée et efficace, créant les fondements d'institutions stables et de la consolidation de la paix.

III. Approche du projet

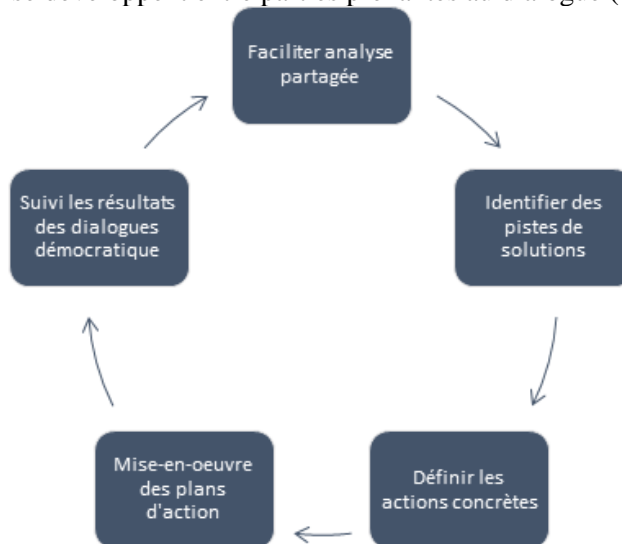
Le projet facilitera **une approche de dialogue démocratique** pour générer l'adhésion de chaque communauté, ainsi que celle des autorités étatiques aux niveaux local, territorial, provincial et national. Cette adhésion sera à la base d'un processus qui permettra d'aboutir à des initiatives conçues et mises en œuvre au niveau local pour résoudre les conflits et promouvoir la réconciliation et la stabilisation. La



première étape du processus consistera à développer une compréhension commune des principaux obstacles à la paix, à la réconciliation et à la stabilité durables. Les résultats des dialogues structurés de février 2019¹⁶ et d'autres initiatives entreprises par le Gouvernement et ses partenaires seront capitalisés et serviront de base nécessaire au processus¹⁷.

●
Ceux-ci seront mis à jour par le biais de consultations intracommunautaires et intercommunautaires menés par le CRC, ainsi que par des tribunes d'expression populaire dirigées par Search au niveau des chefferies tout en restant attentif à l'élargissement et l'approfondissement de la compréhension en évitant la duplication.

Au cours de ces activités, les parties prenantes passeront en revue le niveau de mise en oeuvre des solutions envisagées au cours des processus précédents, et les compléteront au regard de l'évolution du contexte et des besoins du moment afin de définir un plan d'action pouvant être suivi tout au long du projet. Parmi les recommandations, citons l'organisation d'activités de réconciliation intercommunautaires, qui seront planifiées et mises en oeuvre par les communautés elles-mêmes, dans chacun des différents secteurs de l'intervention. Ce « circuit » sera mis en place trois fois au cours de la période du projet. Les conclusions de chaque cycle de dialogue précédent alimenteront les consultations intracommunautaires pour le « circuit » successif, permettant de manière progressive d'aborder des problématiques plus complexes et profondes au fur et à mesure que les relations de confiance et de collaboration se développent entre parties prenantes au dialogue (voir tableau ci-dessous).



Search appuyera l'**appropriation locale** tout au long du projet en veillant à ce que les activités soient identifiées, planifiées, mises en oeuvre et contrôlées par les communautés elles-mêmes. Au début du projet, Search et le CRC effectueront une cartographie et une analyse SWOT des initiatives de paix communautaires existantes, et notamment celles sur lesquelles la MONUSCO a déjà travaillées à partir de

¹⁶ Voir rapport dialogue structuré sur la corrélation entre les conflits latents et les récentes violences en territoire de Djugu, février 2019

¹⁷ Les initiatives gouvernementales sont résumés en quatre points: les recommandations issues de la conférence de Fataki tenue par le Gouverneur de Province du 14 au 17 Juillet 2017, accompagné du Comité provincial de Sécurité dans le cadre du renforcement de la cohabitation pacifique entre les communautés du Territoire de Djugu: Elle a abouti à une déclaration conjointe pour la cohabitation pacifique entre toutes les communautés, particulièrement entre HEMA et LENDU; La mise en place du commission de paix du Territoire de DJUGU, composée des Notables, Société Civile, femmes, jeunes et Chefs locaux de tous les Secteurs, Chefferies, Communes du Territoire, a été mise pied pour le suivi des résolutions et recommandations de la rencontre; et ainsi que Les sensibilisations faites dans les différents Villages par les leaders locaux: chefs de secteurs/chefferies et chefs religieux.



la première phase de dialogue organisée en août 2018, puis sélectionneront un sous-ensemble avec lequel travailler dans le cadre du projet. Pour initier notre engagement avec les acteurs de paix et leaders locaux, nous les formerons tout d'abord à l'analyse et à la résolution des conflits. Plus précisément, ils recevront une formation sur la manière de faciliter les dialogues intercommunautaires et les tribunes d'expression populaire. Ces structures, ainsi qu'un « Point focal pour la paix », seront chargées de mobiliser et d'agir en tant que principaux facilitateurs des activités de dialogue et de rapprochement avec le soutien de Search et du partenaire local. En renforçant les capacités au sein des communautés elles-mêmes et en s'assurant que ce sont elles qui identifient les priorités, le projet garantira leur adhésion et favorisera la durabilité.

Le consortium veillera à ce que **les considérations liées au genre** soient prises en compte tout au long de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du projet. Search engagera un consultant en genre qui dirigera le développement d'une stratégie d'intégration du genre pour le projet. En outre, nous veillerons à ce qu'au moins 25% des activités de dialogue soient spécifiquement consacrées au rôle des femmes et des jeunes filles dans le conflit et la construction de la paix, ainsi qu'à l'impact du conflit sur elles. La programmation radio visera à élever spécifiquement leurs voix.

Pamoja kwa Djugu s'appuiera sur les initiatives existantes et antérieures du gouvernement provincial, du STAREC, du SSU, de la MONUSCO / CAS et d'autres parties prenantes pour assurer la complémentarité et la synergie, ainsi que pour éviter tout double emploi. Au cours de la planification des activités de dialogue préliminaire, Search et son partenaire consulteront le STAREC, le SSU, la MONUSCO / CAS, des groupes de femmes et de jeunes, ainsi que d'autres acteurs d'ONG locales et internationales, pour éclairer le contenu et la stratégie de ces activités. En particulier, nous ferons référence aux conclusions du processus de dialogue de la CAS qui s'est tenu au milieu de 2018.

IV. Ciblage géographique

La partie nord-est du territoire qui se concentre sur Linga, Sombuso, Akwa, Buba, Dhera, Dz'na, Mbr'bu et Aboro est caractérisée par une grande proximité entre les différentes entités qui présentent des problèmes prononcés de cohabitation à la suite des multiples conflits fonciers à Aboro, Buba, Dhera, Mbr'bu, Libi vers la laiterie, les agriculteurs et les éleveurs. Le secteur nord-ouest, autour de Loranu (Fataki), Djaiba, Dhendro, Dhedja, Ngle (Bule), Lenga, Mangala, Mbidjo, Banyali Kilo, Tchudja, Bahema-Baguru, Alagi, Dhego, Makofi, Ngaz'ba, est sous l'influence de la gestion des carrés miniers qui sont souvent la source des conflits d'une part et les conflits entre les concessionnaires et les agriculteurs. Le secteur central quant à lui englobant Ladedjo, Dhendo, Laudjo, Buku, Lossa-Ndrema, Utcha, Singo, Gobi Masumbuko, Saliboko, Loga Jili, Lona, Penyi, Ezekere, Mandro, Sala, Ngbavi, Kparnganza, Tsalaka, Kpatchu, Nizi, Lita, Luvangire, Molabo et Mabanga Gele, Lipri reste marqué par la problématique des enclaves administratives, le cas de Lika dans le groupement Buku¹⁸ où on note aussi des conflits récurrents entre les éleveurs et agriculteurs et les conflits de pouvoirs coutumiers. Enfin, le secteur sud centré sur le lac Albert : Tchomia, Datule, Nyamamba, Mbogi I et II, Kafé, Medja, Joo, Gbi, Roo, Torges, Muvaramu, Tara, Songa Mbili, Songa Moya, Z'ga, Gobu, Muganga, Pigwa, Ndaru, (Mukambo), Musongba. Ces villages littoraux font face à des conflits liés à la limite des entités administratives, les conflits opposant les pêcheurs aux services étatiques, le vol à mains armées orchestré parfois par les pêcheurs eux-mêmes et aussi par des individus non autrement identifiés.

Avec cette compréhension, le projet « Pamoja kwa Djugu » propose les quatre secteurs d'intervention principaux suivants: le **secteur nord-est**, qui se concentre sur Linga, Sombuso, Akwa, etc. ; le **secteur nord-ouest** qui se concentre autour du centre de Djugu et intègre les villages environnants ; le **secteur central** englobant Ladedjo et Kpatchu ; et le **secteur sud** centré sur le lac Albert. Search a choisi ces secteurs sur la base des rapports disponibles sur les incidents de conflit ainsi que par le biais de consultations avec les autorités et les communautés. Nous donnons la priorité à ces zones en raison de

¹⁸ Lika est une entité administrative des Bahema Nord se trouvant en Secteur des Walendu Pitsi, AKPA/ ABORO village des Ndoos Okebo se trouvant en secteur des Walendu Pitsi.



leur position centrale face à la violence et aux conflits depuis la mi-2017. Afin de maximiser l'impact dans les zones les plus touchées par la violence, nous concentrerons nos activités dans ces zones. Cependant, nous nous attendons à ce que les résultats se répercutent également dans d'autres zones au sein desquelles la violence n'a pas eu autant d'impact. Les actions d'intervention spécifiques seront toutefois précisées pendant le démarrage du projet et impliqueront les dirigeants et les communautés dans la sélection finale.



V. Présentation des résultats du projet

Extrant : *Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit et mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu de manière pacifique et constructive.*

Présentation de l'extrant

Search effectuera un suivi continu des conflits et identifiera et renforcera les capacités des acteurs locaux œuvrant pour la paix et la stabilité (produit 1). Le premier produit aidera à assurer l'adaptation continue de la stratégie du projet en réponse à la dynamique changeante des conflits. Le deuxième produit a pour objectif d'accroître les capacités locales en matière de paix et de stabilité afin que le règlement du conflit puisse avoir lieu et se poursuivre sans la présence directe du personnel de Pamoja kwa Djugu. Le CRC soutiendra une série de circuits de dialogue (produit 2) consistant en une consultation intracommunautaire, des dialogues intercommunautaires et des activités de réconciliation communes. Dans le cadre de ce processus de dialogue, Search organisera également une série de tribunes d'expression populaire (TEP) au niveau de la chefferie, et des mécanismes de pérennisation des acquis du



dialogue démocratique seront mis en place (produits issus des dialogues et des TEPs). Le partenaire effectuera une réunion de suivi régulière à la chefferie pour recueillir les résultats, les leçons apprises et les recommandations pour les circuits de dialogue de suivi.

Search et le CRC mèneront conjointement une initiative Track-II (produit 3), tirant parti des relations du CRC au niveau local et de l'expertise de Search dans la gestion des processus Track II. Cette initiative visera à traiter des « ambitions cachées » spécifiques et des relations souvent évoquées, mais qui restent inaccessibles en raison de leur nature sensible. En raison de la nature imprévisible de tels engagements, le plan ci-dessous devra être considéré comme un plan provisoire. Il est fort probable que nous devrions nous adapter en fonction des analyses émergentes issues des engagements des parties prenantes.

Pamoja kwa Djugu soutiendra le processus de dialogue démocratique susmentionné par le biais d'un dialogue et d'un engagement avec les acteurs des médias locaux afin d'accroître l'accès des communautés à des informations précises et sensibles aux conflits. Une coordination régulière sera à la fois assurée entre Search et son partenaire CRC, les autorités territoriales et provinciales et STAREC.

Au niveau territorial les autorités locales seront impliquées depuis la phase du choix matériels radios jusqu'à la production et diffusion des émissions. Elles assureront également le suivi de gestion de la radio et veilleront à la sensibilité des messages produits soient en conformité avec les principes de "Do no Harm".

Au niveau provincial, une collaboration et coordination direct sera assurée entre Search, son partenaire et les autorités provinciales et le STAREC, à cet effet, elle pourra spécifiquement se baser la gestion des matériels de radio qui sont déjà stockés au niveau de l'administration du territoire de Djugu et à l'acquisition des nouveaux matériels, la gestion de la radio et sa durabilité.

Search équipera la radio communautaire construit par le financement de la MONUSCO CAS renforcera les capacités de ses journalistes ainsi que ceux des autres radio locales sur les techniques dans le journalisme sensible aux conflits (Produit 2.1), puis les accompagnera via des coproductions (Produit 2.2) visant à accroître la connaissance du public sur les principales sources de conflit et à humaniser l'autre. Enfin, Search organisera une campagne de communication à travers les médias traditionnels et les médias sociaux visant à renforcer la confiance, à réduire les stéréotypes et à promouvoir la résolution constructive des conflits (Produit 2.3).

Bénéficiaires

Les activités relevant de ce résultat devraient toucher directement 38 500¹⁹ personnes qui seront réparties entre les 104 groupements composant les 7 chefferies et 4 secteurs avec la commune de Mungwalu composée de 7 quartiers directement dans les zones ciblées. Les initiatives et plateformes de paix locales bénéficieront directement de la formation et du coaching de Search. En outre, les autorités coutumières participeront aux différentes activités du résultat afin de renforcer le rôle de promotion de la cohésion sociale entre les communautés Hema et Lendu. En outre, les autorités étatiques aux niveaux territorial et provincial seront approchées et soutenues pour la participation à des activités qui renforceront leur présence et leurs relations avec les populations qui les perçoivent traditionnellement avec méfiance et suspicion.

Les activités relevant de produit 4 toucheront directement 20 journalistes dont 6 femmes de la zone cible. De plus, nous fournirons un soutien à plusieurs stations de radio communautaires, ainsi qu'à une station prise en charge par CAS. Indirectement, le projet devrait toucher 564 809 personnes sur l'ensemble du territoire de Djugu via ses productions radiophoniques et sa campagne sur les réseaux sociaux. Celles-ci viseront spécifiquement les femmes et les jeunes dont les voix sont souvent réduites au silence dans les discussions sur les conflits, même si elles sont souvent les plus touchées.

¹⁹ Ce chiffre pourra inclure les individus qui participent dans plus d'une activité



Produit 1 : Les structures communautaires sont fonctionnelles et capable de soutenir la population afin d'améliorer la cohésion sociale et transformer pacifiquement les conflits

Activité 1.1 : Identification et formation des points focaux dans les communautés clés. Au début du projet, Search identifiera, en consultation avec le partenaire Centre Resolution Conflits ainsi que d'autres organisations et associations locales, 30 observateurs dont 10 femmes (les jeunes filles/garçons, les hommes/femmes, les leaders locaux et religieux, chefs coutumiers) de conflits répartis sur 15 sites différents dans les 4 secteurs d'intervention. Ces points focaux seront des leaders reconnus et acceptés par la communauté à travers un processus participatif. Dans leur identification, le consortium s'assurera de bâtir sur les dynamiques mises en place par CAS. Les points focaux sélectionnés seront formés sur la prévention, la gestion et la résolution de conflit et la gestion des rumeurs. Ces points focaux seront chargés de fournir des mises à jour clé sur l'évolution de la dynamique des conflits dans leur région.

Activité 1.2 : Rapport mensuel de monitoring. Sur la base des informations fournies par les moniteurs de conflit, l'analyste de conflit organisera une réunion d'analyse mensuelle et produira une mise à jour mensuelle du conflit. La mise à jour visera à fournir des informations sur la "température" de la dynamique des conflits et à contribuer à éclairer la prise de décision stratégique par le projet.

Activité 1.3 : Cartographie des acteurs travaillant pour la stabilisation et la transformation des conflits. Search travaillera en étroite collaboration avec le partenaire Centre Resolution Conflits (CRC) le STAREC, le CAS et le SSU pour cartographier les initiatives de paix locales existantes. L'exercice de cartographie visera également à identifier les principales faiblesses et opportunités de ces structures que Search et le CRC peuvent renforcer grâce à un renforcement des capacités et à un accompagnement ciblé. Bien que notre objectif soit de cartographier toutes les structures des secteurs d'intervention, nous ne soutiendrons que 15 directement en raison de contraintes budgétaires.

Activité 1.4 : Formation des structures locales de paix. Une fois sélectionné, Search organisera 4 formations sur l'analyse de conflit, la sensibilité aux conflits/Ne Pas Nuire et les techniques de résolution de conflit. La formation visera spécifiquement à renforcer les compétences de ces structures en matière de facilitation du dialogue, car elles seront responsables de la conduite du dialogue et de la planification des activités de réconciliation elles-mêmes. Cette formation sera renforcée par un encadrement régulier et un suivi de leurs activités par Search et le partenaire CRC. Le choix des animateurs doit se faire en collaboration avec les chefs traditionnels pour assurer une appropriation et engagement communautaire.

Activité 1.5 : Appui aux structures locales de paix. Search fournira une petite allocation mensuelle pour le fonctionnement des structures de paix. Cela leur permettra d'acheter du matériel permettant de documenter leurs activités relatives au dialogue démocratique ainsi que de voyager dans des missions de suivi, le cas échéant. Ils seront tenus de fournir des rapports mensuels détaillant leurs activités pour justifier ce soutien. Des formation sur les aspects pratiques tel la gestion budgétaire, la planification, le rapportage, etc. procédures administratives et financières de Search sera organisée aux personnels administratives de structures de paix.

Produit 2 : Les plans d'action communautaires sont inclusifs et signés par toutes les parties prenantes

Activité 2.1 : Consultations intra-communautaires. Au début de chaque circuit de dialogue dont les préparatifs prendront 6-8 semaines, le partenaire CRC organisera des réunions de consultation intracommunautaires (un mois avant chaque dialogue) afin de recueillir des informations sur les principales attentes, priorités, défis et préoccupations que les différentes communautés souhaiteraient voir prises en compte dans les activités de dialogue. Celles-ci seront organisées en concertation avec les initiatives de paix locales dans les zones couvertes par chaque initiative (c'est-à-dire 15 réunions par circuit de dialogue). Ces réunions aideront à déterminer qui doit être engagé dans les dialogues intercommunautaires, ainsi que le lieu et le moment où ils doivent être organisés. Ces consultations



permettront également de mettre à jour ou confirmer les thématiques suivantes recueillies des dialogues précédemment entrepris dans la zone :

- Problème identitaire occasionné par la politique de la guerre de libération AFDL, RCD avec l'appui du Rwanda et de l'Uganda;
- Les blessures internes liées aux événements de 1999 – 2006 en territoire de Djugu et ayant affecté l'ensemble de l'Ituri associées à la peur d'agression des communautés et peur d'être envahi d'autres communautés;
- Problématiques de terres arables louées par les hema chez les lendu et celles de pâturages collectifs ;
- Controverses autour des collines cédées et ou envahies (occupées illégalement) de part et d'autre ;
- Problématiques de jeunes pisteurs (indicateurs hema) qui se mettent à la solde des FARDC pour les renseigner ;
- Déprivation des mœurs (violations des alliances socioculturelles de part et d'autre);
- Dysfonctionnement de l'administration territoriale et de l'appareil judiciaire (l'éloignement du tribunal de paix des administrés), clientélisme judiciaire, impunité, corruption avec comme conséquence : la vengeance (règlement de compte) et la justice populaire.

En outre, lors des réunions préparatoires les participants auront l'occasion d'échanger également sur les facteurs déclencheurs de récentes violences et ainsi que les facteurs précurseurs d'aggravation²⁰.

A cet effet, les réunions de consultation intracommunautaires réuniront les différentes parties dont : le Ministre du plan, conseiller du Gouverneur en charge des affaires intérieures et sécurités, Administrateur du Territoire, les affaires civiles de la MONUSCO (CAS), STARC, les chefs coutumiers, les leaders religieux, les représentants des associations culturelles dont les hommes/femmes et jeunes filles/garçons (Lori, Ente, Ankongo, Kerove, communauté Mambisa et communauté Mabendi), soit enverront 30 participants par réunion préparatoire et qui seront tenue au niveau du Secteurs/chefferie.

Activité 2.2a : Dialogues intercommunautaires. Le partenaire CRC soutiendra les initiatives de paix locales afin de faciliter 2 dialogues intercommunautaires par secteur d'intervention (donc 8 dialogues intercommunautaires par circuit). Ces dialogues visent à faciliter la compréhension et la définition communes des problèmes rencontrés par les communautés, notamment en ce qui concerne les conflits liés aux terres et le traitement des griefs historiques, afin qu'elles puissent élaborer un plan d'action commun visant à atténuer les conflits et à promouvoir la confiance. Ces dialogues partiront des acquis des dialogues structurées réalisée par CAS en février 2019.

Activité 2.2b : Tribunes d'expression populaires. Après une série des dialogue communautaires permettant de consolider les liens entre les parties, le CRC avec l'appui de Seach organisera des tribunes d'expression populaire au niveau de l'ETD visant à recueillir les avis des communautés sur les services publics et à promouvoir une planification concertée autour d'actions communes pour la consolidation des liens sociaux. Le but de l'activité est d'établir des liens entre les autorités de l'État et les communautés afin de pouvoir rétablir la confiance entre elles. Pour renforcer la participation des autorités à différent

²⁰ Les facteurs déclencheurs de récentes violences: Mort tragique du regretté Père Florent au presbytère de la paroisse de Drodro, Mort inopinée d'un enseignant hema de l'école primaire Lona à Lona en juillet 2017 sans précision du jour, imputée comme action de représailles à la suite de la mort tragique du regretté Père Florent; Violations des droits humains et humanitaires par certains éléments des FARDC et PNC dans la zone. Et les facteurs précurseurs d'aggravation: Incident survenu sur la route du marché Uzi dans le Secteur des Walendu Djatsi, le 16 décembre 2017 au niveau d'une barrière érigée par un militaire FARDC.



niveau à ces espaces d'échange et de redevabilité, le consortium assurera que ces dernières sont bel et bien impliquées dans toutes les phases de ce processus, de la planification des assises au suivie de la mise en œuvre des actions qui en sortiront.

Activité 2.3 : Initiatives/Actions concrètes en faveur de la réconciliation. Après les dialogues intercommunautaires et les tribunes d'expression populaires, le partenaire local soutiendra les initiatives de paix locales visant à planifier et à mettre en œuvre des initiatives concrètes visant à rétablir la confiance et à promouvoir la réconciliation entre les communautés appartenant aux groupement/secteur en conflit, ainsi qu'entre les autorités étatiques et les forces de sécurité. Les actions futures seront planifiées et convenues dans le cadre du processus de dialogue.

Activité 2.4 : Réunions de suivi et réflexion avec les chefferies. Le partenaire local organisera des réunions de suivi trimestrielles avec les autorités responsables des chefferies afin de suivre les progrès accomplis par rapport aux plans d'action communs ainsi que les tribunes d'expression populaire et d'identifier les points d'entrée potentiels dans le prochain circuit de dialogue. Celles-ci seront planifiées et mises en œuvre au niveau territorial afin de connaître le point de vue de chacun des principales chefferies des zones cibles (Bahema Badjere, Bahema Nord, Walendu Djatsi, Walendu Pitsi et Walendu Tatsi).

Produit 3 : COMPACT: Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle

Activité 3.1 : Cartographie des acteurs soit qui facilitent la stabilisation, soit qui bloquent la stabilisation (en concertation étroite avec SSU, STAREC et CAS). Search organisera une session pour dresser une cartographie participative de toutes les principales parties prenantes susceptibles d'agir en tant que facilitateurs ou obstacles à la paix et à la stabilité. La cartographie visera à approfondir l'analyse contenue ci-dessous et à informer le processus de médiation Track II en ce qui concerne les groupes d'acteurs, leurs intérêts, leurs rôles et leurs stratégies d'engagement. Pamoja kwa Djugu travaillera en étroite collaboration avec le gouvernement provincial (à travers notamment le STAREC), SSU, et la Section des affaires civiles de la MONUSCO.

Activité 3.2 : Réunions bilatérales avec des parties prenantes clés. Une fois la cartographie terminée, Pamoja kwa Djugu organisera des réunions bilatérales avec les principales parties prenantes en se rassurant de la représentativité des femmes et des jeunes, dans le but de créer une dynamique et de susciter leur adhésion au processus de médiation Track II. Ces réunions permettront aux différents acteurs de participer aux camps de confiance et contribueront à informer l'atelier sur la paix et la stabilisation du territoire de Djugu. La cartographie ci-dessus visera à définir notre stratégie d'engagement lors de ces réunions ; toutefois, les réunions elles-mêmes seront une occasion pour les parties prenantes elles-mêmes de définir leurs objectifs, leurs intérêts et leurs conditions.

Activité 3.3 : Camps de Confiance. Dans la perspective de l'Atelier sur la paix et la stabilisation du territoire de Djugu, Pamoja kwa Djugu organisera deux Camps de Confiance afin de réunir les différentes parties pendant trois jours afin de créer un climat de confiance et de jeter les bases sur lesquels un dialogue constructif peut être construit. Cette activité vise à engager les grandes influenciers aux niveaux politiques, économiques, sécuritaires et sociaux pour renforcer la confiance et susciter leur engagement pour les objectifs de stabilisation. Ces camps seront structurés comme une retraite dans une zone en dehors de la zone de conflit immédiat, de sorte que les participants doivent passer tout leur temps ensemble. Les sessions initiales ne porteront pas sur des questions de conflit mais feront plutôt que les participants se connaissent afin qu'ils ne puissent plus se voir comme des adversaires. Au fur et à mesure que les camps avancent, Search et son partenaire CRC introduirons progressivement des sujets plus directement associés au conflit. À

la fin du deuxième camp, la plupart des problèmes et des recommandations doivent être approuvés. Cela garantira qu'il n'y aura pas de surprises lors de l'Atelier sur la paix et la stabilisation et qu'il servira davantage d'étape formelle et publique. Les cibles de cette activités sont les parties prenantes clés aux conflits: les secteurs/groupement dont les chefs coutumiers, les leaders religieux, les représentants des



associations culturelles (Lori, Ente, Ankongo, Kerove, communauté Mambisa et communauté Mabendi).

Activité 3.4 : Atelier sur la Paix et Stabilisation de la territoire de Djugu. Après l'organisation des Camps de confiance, Pamoja kwa Djugu tiendra un atelier de clôture pendant deux jours à Djugu. Ce sera l'occasion pour les parties de formaliser les accords et les résolutions conclus lors des précédentes activités à huis clos et de les présenter à leurs communautés. L'atelier de paix sera tenue en public et élargie à d'autres leaders de la communauté qui n'ont pas participé aux travaux de Camps de Confiance tenue à huis clos. Il sera une bonne occasion pour la validation de l'ensemble des recommandations et la signature de l'accord de paix entre les communautés. Le lieu pour organiser cet atelier sera définie par les parties prenantes au Camps de Confiance. Le cible pour l'atelier de paix est à deux niveaux. D'abord les parties prenantes au Camps de Confiance : les chefs coutumiers, les leaders religieux, les représentants des associations culturelles (Lori, Ente, Ankongo, Kerove, communauté Mambisa et communauté Mabendi), les députés provinciaux ressortissant de Djugu qui idéalement seront les organisateurs de l'atelier de paix avec l'accompagnement de Search et son partenaire CRC. Le deuxième cible est les membres du gouvernement provinciale, les affaires civiles de la MONUSCO, les membres des Initiatives Locales de Paix (ILP), les jeunes filles/garçons et les leaders locaux du niveau du groupement et village qui n'ont pas participé aux assises du camps de confiance.

Produit 4 : Une campagne de communication qui appui la transformation pacifique des conflits est mise en place et fonctionnelle

Activité 4.1. Equipement de la radio communautaire. Search va équiper la radio communautaire construite par la section affaire civile de la MONUSCO. Les équipements comprendront un kit complet d'alimentation en énergie solaire afin d'assurer l'autonomisation de la radio en fonctionnement, les matériels basses fréquences dont un mixer des sons, compresseur des sons, micros et casques studios; et enfin les matériels des productions composés des enregistreurs électroniques, ainsi que les casques et ordinateurs de montage audio numérique. Search assurera une formation pratique sur l'utilisation et l'entretien desdits équipements grâce à son département technique. Cette formation permettra au personnel de la radio d'être en mesure de veiller au bon fonctionnement et à l'entretien une fois le projet terminé pour assurer la pérennité des équipements distribués.

Activité 4.2 : Formation des journalistes de la zone. Pamoja Kwa Djugu organisera une formation pour les journalistes de tout le territoire de Djugu ainsi que les responsables des radios. La formation visera à renforcer les connaissances et les compétences des journalistes en éthique et compétences en journalisme, ainsi qu'en reportages sensibles aux conflits. La formation ciblera la nouvelle station de radio appuyée par la MONUSCO, ainsi que les journalistes d'autres stations de radio communautaires.

Activité 4.3 : Coproductions/Magazines avec les journalistes de la zone sur les histoires/témoignages personnels et entretiens avec les individus clés. Search travaillera avec les journalistes formés à la production de magazines de radio destinés à accroître les connaissances sur les principaux problèmes de conflit et à faire évoluer les mentalités vis-à-vis des autres communautés. Alors que les reportages individuels et les segments seront rassemblés et organisés par les journalistes locaux, Search jouera un rôle éditorial pour les guider afin de s'assurer qu'ils respectent le mandat du spectacle et qu'ils sont sensibles aux conflits. Les segments illustratifs peuvent inclure des récits qui humanisent des membres d'autres communautés, fournissent des informations sur des problèmes de conflit clés ou présentent des profils de personnes travaillant pour combattre la violence et résoudre les conflits. Les émissions seront aussi une opportunité de relayer les acquis des dialogues ou des tribunes d'expression populaire pour renforcer la confiance de l'ensemble de la communauté sur le processus. Pour bien capter une bonne partie des auditeurs, ces émissions seront produites dans différentes langues locales notamment le Bhaledha, Swahili et le français qui sont couramment parlés dans la zone. Bien que les trois langues de diffusion soient expressément citées, avant la période de production et diffusion un sondage sur la langue qui est plus utilisée sera faite dans la zone.



Activité 4.4 : Flash-Echo Productions pour contrer des rumeurs et discours de la haine. Search produira de courts spots radio à écho flash qui seront diffusés en réaction aux rumeurs ou aux risques de violence immédiate. L'assistant média de Search, travaillant au besoin avec les journalistes locaux, s'adressera aux principaux dirigeants pour leur faire passer des messages de paix et promouvoir une résolution constructive des conflits. Ceux-ci seront produits et diffusés selon les besoins ; toutefois, il devrait y en avoir en moyenne 4 par mois.

Activité 4.5: Atelier préparatoire avec journalistes, CAS, structures locales de paix, organisations des jeunes et des femmes, SSU et autorités locales sur la planification de la campagne. Sous le leadership de l'autorité provinciale, Pamoja kwa Djugu invitera les principales parties prenantes, y compris les autorités territoriales, les organisations de paix locales, les points focaux, la société civile, les organisations de femmes et de jeunes, CAS, STAREC et SSU afin de planifier une campagne de communication visant à promouvoir la transformation et la stabilisation du conflit à Djugu.

Activité 4.6 : Production conjointe des spots sur la cohabitation pacifique entre les communautés. Search produira une série de spots radio destinés à lutter contre les rumeurs, les stéréotypes et à humaniser l'autre. Les spots mettront en vedette des personnalités connues des habitants de la zone afin d'encourager la réconciliation, la cohésion sociale et la résolution pacifique des problèmes.

Activité 4.7 : Campagne de communication de masse sur la transformation des conflits et stabilisation de Djugu. Pendant le quatrième trimestre, Search organisera une campagne de masse de communication pour promouvoir la cohabitation pacifique, la réconciliation et la résolution pacifique des conflits. Celle-ci pourrait inclure des messages à partager sur les réseaux médias sociaux, des panneaux d'affichage, affiches, une chanson pour la paix en Djugu, une parade, etc. La campagne sera coordonnée pour avoir lieu dans les semaines avant et après l'atelier sur la paix et la stabilisation de Djugu.



b) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation

| Partie Prenante/Acteur | Analyse de la partie prenante | Plan d'engagement |
|---|---|---|
| Djugu - Niveau territorial | | |
| <p>Autorités territoriales et coutumières de Djugu</p> | <p>Les autorités territoriales et coutumières ont joué un rôle mixte jusqu'à ce jour dans le conflit. Parfois, elles agissent comme un acteur en faveur de la paix, décourageant leurs partisans à engager dans la violence même si elles ont joué un rôle plus négatif autrefois. Également, il y avait des cas des leaders coutumières qui ont dénoncé la violence et par la suite étaient victimes d'assassinat. Ça pourrait indiquer une certaine rupture en termes de pouvoir des zones. Pendant les cartographies et consultations initiales et le processus Track II, il sera important de comprendre les nuances de "quels leaders jouent quel rôle et comment ?"</p> | <p>Pamoja kwa Djugu se concertera directement avec les autorités territoriales de Djugu sur l'orientation stratégique du projet, et la planification et suivi des activités. Notamment, le projet engagera les autorités territoriales dans la planification et exécution des activités ciblées au niveau du territoire et des chefferies (tribunes d'expression populaire) et la planification stratégique de l'initiative Track II.</p> |
| <p>Associations culturelles (LORI, ENTE, ANKONGO, KEROVE, Communauté de MABENDI, Communauté de MAMBISA)</p> | <p>En tant qu'associations culturelles du territoire de Djugu : LORI pour la communauté LENDU, ENTE pour la communauté HEMA, ANKONGO pour les BANYALI-KILO, KEROVE pour les NDO-OKEBO, communauté MAMBISA et communauté MABENDI.</p> <p>Tous ces regroupements culturels réunissent chacun de leur côté les leaders de chaque communauté : les jeunes (filles et garçons), les femmes/hommes, les députés provinciaux et nationaux, les chefs coutumiers et religieux autour des questions communautaires locales (la sécurité, la paix à travers le dialogue communautaire, le développement et tout autre problème de la vie communautaire).</p> <p>Leurs présences contribuent efficacement sur la dynamique des conflits dans la zone et notamment sur la construction de la paix (dialogue communautaire, sensibilisation sur la cohabitation pacifique), la mobilisation de plusieurs acteurs au niveau</p> | <p>Au cours de la phase de mise en œuvre des activités et tout particulièrement de la phase du lancement jusqu'au niveau de la mise en œuvre, le projet Pamoja kwa Djugu impliquera tous ces acteurs à titre représentatif et de manière égalitaire. Ce sera également une occasion de définir conjointement la stratégie de mise en œuvre de chaque composante d'activité au niveau de chaque zone. Cette stratégie se basera sur les acquis de chaque regroupement culturel (LORI, ENTE, ANKONGO, KEROVE, communauté MAMBISA et communauté MABENDI) et particulièrement sur « dialogue intercommunautaire sur la recherche de la paix dans le territoire de Djugu » réalisé par les différentes communautés, les sensibilisations faites dans</p> |



| | | |
|--|--|--|
| | <p>de chaque Chefferie/Secteur, groupement et Village. En outre la coordination provinciale et locale de la société civile du Territoire de Djugu sera également associée à chaque phase de mise en oeuvre.</p> | <p>plusieurs Chefferies/Secteurs par divers chefs coutumiers. En outre le projet tiendra compte de toutes les recommandations issues de ces activités et planifiera les autres activités en référence aux précédentes. Nous nous focaliserons également sur les acquis du processus de dialogue réalisés précédemment par les affaires civiles de la MONUSCO.</p> |
| <p>CODECO/URDP C (Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais).</p> | <p>CODECO/URDPC est un groupe des milices installé dans le territoire de Djugu depuis 2017 et opère sur l'ensemble du territoire avec pour objectif de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Défendre la RDC contre les agressions étrangères ; ● Garantir la liberté et la prospérité sur le territoire national ; ● Lutter pour l'avènement d'un état de droit. <p>Sa présence dans la zone est une source permanente d'insécurité pour la population en générale et les forces de sécurité (les FARDC et PNC) et constituerait un blocage pour la mise en oeuvre du projet. Bien qu'il soit un groupe d'autodéfense , son mode opératoire alimente négativement les conflits identitaires, méfiance, préjugé et meurtre entre les communautés d'une part et d'autre part les communautés et les forces de sécurité.</p> | <p>Pour se rassurer que le URDPC/CODECO ne sera pas un blocage au processus de dialogue, l'approche Track II qui consiste à une médiation diplomatique non officielle ou une conversation informelle avec ces acteurs pour discuter des causes sous-jacentes dans un environnement de confiance, sûr et propice à une discussion visant à comprendre leur perspective. Search mobilisera un nombre important des acteurs : SSU, STAREC, BECNUDH et CAS, et au niveau gouvernemental national et provincial : les députés de l'assemblée provinciale, les ministères provinciaux appropriés et les députés nationaux concernés, ainsi que les autorités locales concernées pour discuter les possibilités pour que URDPC/CODECO réduisent le niveau de nuisances communautaires et canaliser leurs plaintes au niveau national.</p> |



| | | |
|--|--|---|
| <p>FPRI</p> | <p>Alors que des éléments FRPI sont dans les processus de démobilisation et ont sensiblement réduit leur niveau de violence avec des conséquences sécuritaires positives dans la partie Sud-Irumu, des sources de renseignement et des analystes régionaux ont signalé que, lors du conflit à Walendu Bindi, plusieurs dirigeants coutumiers favorables à une branche de la FRPI se sont associés pour mobiliser une assistance au profit de la CODECO – potentiellement en opposition au projet de démobilisation de la FRPI.</p> <p>Une telle collaboration entre les groupes armés pourrait amener les autorités politiques administratives et sécuritaires à douter de l’effectivité du processus de démobilisation des FRPI si certains éléments se soustraient du processus et restent dans les entités voisines. Leurs présences et mains invisibles-agissantes (actions) dans le territoire de Djugu pourraient être toujours à la base des violences et insécurité qui altèrent les relations entre les communautés dans la zone.</p> | <p>Une analyse approfondie des liens entre les FRPI et l’URDPC/CODECO sera faite dès le début. La mise en œuvre de l’approche track II prendra en compte les résultats de cette analyse. Une interaction sera assurée avec les acteurs impliqués dans le processus FRPI pour assurer une bonne synergie entre les deux processus.</p> |
| <p>Autres acteurs armés non-étatiques : FNI, Exe UPC et PUSIC du chef KAHWA MANDRO</p> | <p>Il est à noter que les CODECO ont bénéficiés de la main forte des autres groupes armés qui ont œuvré dans la zone en l’occurrence : FNI, UPC, et le PUSIC qui étaient trois des principales milices actives pendant la guerre en Ituri. Les sources concordantes indiquent que des anciens combattants du PUSIC et de l’UPC auraient été impliqués dans les violences. Cependant, il n’y a pas d’autres témoignages aussi détaillés que ceux-ci hormis un rapport isolé sur des menaces faites aux forces navales de l’armée par un groupe qui serait proche des anciens cercles du PUSIC.</p> | <p>Les acteurs du projet Pamoja kwa Djugu tiendront compte de la présence d’autres groupes armés qui sont présumés être au secours des CODECO. L’étude de base donnera des clarifications sur leurs motivation et l’approche “Track II” sera utilisée pour une solution durable pour la pacification dans la zone.</p> |
| <p>Ituri - Niveau provincial et national</p> | | |



| | | |
|---|--|---|
| <p>Agents de sécurité (FARDC, PNC, ANR)</p> | <p>Les forces de sécurité (FARDC, PNC et ANR) ne sont pas du tout épargnées par les attaques et violences menées par les CODECO. Un nombre important des forces de sécurité est signalé par des sources concordantes.</p> <p>En général, les relations entre les forces de sécurité et la population sont ambivalentes. Bien qu'il n'y ait pas de rejet ouvert et général de la présence des forces armées gouvernementales impliquées contre les CODECO, la population manifeste un certain sentiment de méfiance et il faut noter l'existence de plaintes spécifiques à l'égard des forces de l'ordre. Ces dernières se concentrent sur la perception des FARDC en tant que forces parasitaires et se focalisant davantage sur l'extorsion à petite échelle par le biais de barrages routiers arbitraires que sur la protection effective des personnes et des territoires. Des opinions similaires existent concernant la police et les services de renseignement, en particulier autour du lac Albert et dans les zones frontalières. Du côté des Lendu, les FARDC sont perçues comme étant proches des Hema, qui appuient parfois leurs intérêts relatifs aux conflits fonciers ainsi qu'au travers de leurs déploiements protégeant des villages Hema. Ceci trouve les raisons du fait que ce sont les villages Hema qui sont plus ciblés par les attaques, en plus il apparaît intéressant et stratégique pour les FARDC d'installer leurs bases arrière dans les endroits un peu sécurisé pour leur faciliter la préparation des hostilités.</p> | <p>Le projet impliquera les forces de l'ordre tout au long du projet. Étant un acteur clé dans le conflit, surtout en ce qui concerne la méfiance des Lendu envers eux, cette relation aura besoin d'être renforcée à travers ce projet. Pamoja kwa Djugu mènera des consultations avec les FARDC, PNC et ANR pendant les activités de cartographie pour que leurs perspectives soient intégrées à la stratégie du projet. En outre, ils seront impliqués au niveau des activités à travers des tribunes d'expression populaire et également les activités/initiatives concrètes de rapprochement et de réconciliation. Ils participeront également dans les réunions de suivi, comme parti du circuit de dialogue.</p> |
|---|--|---|



c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

I. Présentation détaillée de la stratégie en matière de la participation du Gouvernement et des Assemblées Provinciales et Nationales et des autorités locales et de leurs services dans la mise en œuvre du projet

Le consortium Pamoja kwa Djugu travaillera en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales aux niveaux provincial et territorial tout au long de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du projet. En les impliquant tout au long du cycle de vie du projet, Pamoja kwa Djugu veillera à ce que les activités et les résultats du projet soient acceptés par les institutions, ce qui en améliorera la durabilité. Le consortium mettra à disposition les moyens et mesures nécessaires pour faire participer les principales parties prenantes à divers niveaux, à savoir le gouvernement provincial, les autorités locales et des autres parties prenantes non-gouvernementales, y inclus les institutions religieuses et la société civile. Les institutions étatiques seront impliquées dans les activités au fur et à mesure que c'est nécessaire. Au début du projet, Search signera les actes d'engagement avec les autorités compétentes au niveau local et provincial. Ces actes d'engagement définiront les responsabilités de toutes les parties prenantes au projet. Elles identifieront le rôle des institutions étatiques aux différents moments clés du projet, notamment dans l'établissement du processus de dialogue.

Résultat 1 : Pamoja kwa Djugu travaillera en étroite collaboration avec les autorités territoriales de Djugu et le STAREC de Bunia à la planification et à la réalisation d'activités de dialogue. Lors du lancement du projet, Search et son partenaire local inviteront STAREC, l'administrateur du territoire, les chefs des chefferies et le ministre provincial de la Planification à un atelier de planification stratégique au cours duquel la stratégie de mise en œuvre sera affinée. C'est également au cours de cet atelier que les zones de mise en œuvre du projet seront validées par toutes les principales parties prenantes. Ces acteurs seront également consultés lors de la cartographie des structures de paix locales. Au cours des activités de dialogue, les autorités territoriales, le STAREC et les forces de sécurité participeront aux tribunes d'expression populaires, pendant que les négociations des dialogues intercommunautaires seront en cours. Pamoja kwa Djugu impliquera également des chefs de groupement dans ces activités. L'initiative Track II mobilisera tous les niveaux de gouvernement, notamment les chefs de la chefferie, l'administrateur du territoire et d'autres autorités territoriales, les membres de l'assemblée provinciale, les ministères provinciaux appropriés et les députés nationaux concernés.

Résultat 2 : Les autorités territoriales et les chefs coutumiers au niveau de la chefferie participeront à la planification et à l'exécution de la campagne pour la transformation des conflits et la stabilisation de Djugu, ainsi qu'à la production des spots flash-écho.

II. Présentation de la stratégie (approches, méthodes, ressources) en matière de durabilité/viabilité financière, organisationnelle et institutionnelle

Le projet Pamoja kwa Djugu a une durée courte et vise donc à poser les bases d'engagement à moyen et long terme. Du fait de sa courte durée - une année - la durabilité des représente un défi dans le cadre de cette intervention. . En dépit de cette réalité, Search et le partenaire local prendront les dispositions pour appuyer la durabilité et la viabilité financière, organisationnelle et institutionnelle des structures avec lesquelles le projet va œuvrer. Ces efforts sont axés sur :

- Identifier des acteurs/parties prenantes avec la motivation, la capacité, les ressources, et les liens à jouer un rôle positif après la rupture éventuelle de financement ;
- Faire une analyse des besoins, forces, faiblesses et des opportunités ;



- Développer un plan de renforcement de la capacité des structures avec lesquelles le projet va œuvrer ; et,
- Réaliser les formations et coaching ciblés.

Les structures avec lesquelles le projet va œuvrer seront installées et basées au sein des communautés ciblées. Même après le projet, ces structures seront en mesure d'appliquer les compétences, connaissances et leçons apprises qu'elles auront acquises à travers la mise en œuvre du projet.

À travers le résultat 1, tous les dialogues seront menés par les initiatives locales de paix (ILP) et appuyés par le consortium. Au début du projet, le consortium élaborera une cartographie des acteurs, structures et interventions et l'objectif sera d'analyser leurs forces, faiblesses, opportunités et besoins. Basé sur cette analyse, le consortium développera un plan d'action pour renforcer la capacité des structures sélectionnées. Aussi, dans les contacts et réunions préliminaires avec les structures sélectionnées, le consortium agira en concertation avec les structures pour développer des règles internes qui définissent les règles d'adhésion, un code de conduite et les standards de performance. Le consortium encouragera la participation des membres de la communauté et les autorités locales dans cette séance en visant à favoriser l'appropriation et à encourager la légitimité de ces structures. Les séances locales de dialogue et de réconciliation seront une opportunité pour ces structures à mettre en application les compétences et connaissances transférées dans les formations. Les ateliers trimestriels de réflexion seront une autre occasion où les ILP pourront réfléchir sur les leçons apprises et les meilleures pratiques et proposer des adaptations et recommandations. Cela permettra à Search d'examiner le niveau de progrès par rapport au plan de capacitation ainsi que de permettre l'apprentissage horizontal entre les différentes structures.

À travers le résultat 2, Search travaillera avec les radios locales pour renforcer leurs capacités dans les domaines du journalisme, de la sensibilité aux conflits et Ne Pas Nuire. Au-delà des journalistes travaillant au sein de la radio communautaire installée par SSU/MONUSCO, Search visera aussi des journalistes au sein des radios communautaires existantes. Ils seront formés et seront accompagnés de manière continue à travers des co-productions. Les matériaux et équipements qui seront mis à disposition leur permettront de continuer les productions de haute qualité même après notre sortie. L'équipe de gestion de la nouvelle radio sera formé sur la gestion organisationnelle et financière pour renforcer la viabilité de la radio.

III. Présentation de la stratégie (approches, méthodes, ressources) en matière de transfert de compétences et de renforcement de capacités des organisations/structures locales partenaires

Le consortium reconnaît que l'appropriation locale est à la base de la stabilisation et de la consolidation de la paix. Pour cette raison, le consortium focalise sur le renforcement de la capacité des acteurs locaux. Dans le projet actuel, Search va travailler étroitement avec le partenaire Centre Résolution Conflits (CRC) dans la conception, la planification et la mise en oeuvre du projet. En outre, Search va établir, de manière inclusive et participative avec le partenaire local, un plan de renforcement de capacité de l'organisation. Le processus va inclure :

- Identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) du partenaire local ;
- Développer conjointement un plan de renforcement des capacités du partenaire local, en termes de programmation, ainsi que gestion programmatique, financière et opérationnelle ;
- Réaliser l'appui en matière de formation et un accompagnement ;
- Faire le suivi des progrès ;
- Adapter le plan de de renforcement des capacités.



Dans la conception du projet, Search dédiera une allocation budgétaire pour des réunions, formations, séances d'accompagnement et de suivi. L'appui rendu sera accordé en concertation avec le partenaire local.

Au début du projet, Search organisera des entretiens avec les différents membres du partenaire local, utilisant un sondage qui sera développé pour rassembler les différentes perspectives des membres de l'organisation de manière confidentielle. Le but de cet exercice sera d'apprendre les perspectives des staffs qui ne se sentiraient pas à l'aise de partager leur perspective en séance plénière. Puis, Search organisera une réunion visant à identifier les FFOM de l'organisation et à élaborer un plan de renforcement des capacités. Au cours de cette réunion, Search et le partenaire analyseront conjointement les forces et faiblesses de l'organisation, également les opportunités et menaces auxquelles l'organisation fait face. Cette analyse identifiera les différents besoins de l'organisation pour orienter le plan de renforcement des capacités. Après l'analyse de ces différents besoins et défis, et les restitutions des résultats des entretiens individuels, Search facilitera une séance de planification stratégique avec le partenaire pour définir les objectifs de l'appui, les indicateurs et le chronogramme. Ceci permettra d'identifier les formations et appui concret à assurer pendant la période du projet.

Après l'élaboration du plan de renforcement des capacités, Search formera les équipes de l'organisation selon les demandes présentées dans le plan. S'il y a une nécessité de se procurer un appui externe pour ces formations, Search sera responsable de le procurer. Au minimum, Search livrera des formations couvrantes :

- La transformation des conflits, la sensibilité aux conflits et Ne Pas Nuire ;
- La gestion des projets : le cycle de projet, la planification, la gestion budgétaire et le rapportage ;
- La gestion financière : les fondamentaux de comptabilité, la tenue de la comptabilité, et la préparation pour les audits.

Ces formations se dérouleront tout au long de la période de mise en œuvre. Mis à part cet appui direct, Search organisera des visites de suivi trimestrielles pour : 1) mesurer les progrès programmatiques vis-à-vis du plan de travail ; 2) examiner les progrès vers l'atteinte des cibles et indicateurs établis ; et 3) conduire un exercice des vérifications des dépenses. Après ces visites, Search élaborera un rapport succinct, soulevant nos observations et recommandations pour l'adaptation.



IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales



| Organisa tion | Financeme nts mobilisés pour l'année 2019 | Sources de financeme nt | Ressource s humaines existantes en RDC | Ressource s humaines (déjà existante dans l'organisat ion) à utiliser (mobiliser) dans le cadre du projet | Nombre de staff à recruter |
|--|--|--|---|---|---|
| <p>Search for Common Ground</p> | <p>\$8.000.00 0</p> | <p>Divers donateurs : USAID, DFID, le ministère des Affaires étrangères des Pays- Bas, l'Union européenn e, les agences des Nations Unies, les fondations privées, le Fonds fiduciaire de stabilisatio n de la RDC et la</p> | <p>SFCG compte un effectif du personnel de plus de 100 experts nationaux et internation aux en RDC une forte expérience dans le domaine de gestion et transforma tion des conflits.</p> | <p>Une équipe interne composé de gestionnai re de projet, expert en médiation Track II, formateurs , experts médias, Suivi et évaluation administra tion et finance est déjà à Bunia et dans les autres bureaux prête à se déployer sur terrain</p> | <p>L'interven tion de Search sera gérée Un chef de projet et coordinate ur du consortiu m, appuyé par un chargé de mise en œuvre. Il comprendr a un assistant média qui recevra l'appui du chargé de média basé à Goma, une équipe de finance</p> |



| | | | | | |
|-----------------------------------|--------------|---|---|---|--|
| | | Banque Mondiale. | | dans le cadre de ce programme. | composée d'un assistant finance et un caissier, d'un assistant logistique, un point focal genre, un point focal DME, et un chauffeur. |
| Centre Résolution Conflits | \$324.135.40 | Divers donateurs: Peace Direct/GHR Foundation, Peace Direct/People's Postcode Lottery | CRC a une forte expérience prévention, gestion et résolution pacifique des conflits, la protection, counseling, la formation et le développement communautaire. L'effectif du personnel de CRC s'estime à plus de 35 agents pour les deux provinces | Le siège du CRC dispose d'un staff suffisant et présent à Bunia pour la mise en œuvre de ce programme. Aussi, le CRC a des points focaux (Commission de réconciliation) à travers les chefferies et/ou secteurs de territoire de Djugu. | CRC mettra à la disposition du projet : «Tujiunge Kwa Amani» un chef de projet et son Assistant qui se chargeront de toute la mise des activités, ils seront appuyés par le directeur de programme qui assurera la qualité de la mise en œuvre |



| | | | | | |
|--|--|--|----------------------|--|--|
| | | | (Ituri & Nord Kivu). | | avec l'appui de l'équipe de Finance et logistique. En outre CRC travaillera en étroite collaboration avec les points focaux sur terrain. |
|--|--|--|----------------------|--|--|

L'expérience de Search en transformation de conflit et en gestion des conflits fonciers au niveau de la RDC et dans les pays en conflit dans le monde sera renforcée par la connaissance profonde du partenaire local de toute la zone d'intervention et de la confiance que les acteurs clés lui portent.

Connu localement sous le nom de Centre Lokole, *Search* travaille en RDC depuis 2001 pour promouvoir la bonne gouvernance, encourager l'objectivité des médias, soutenir et renforcer la consolidation de la paix et la transformation des conflits au sein de la communauté, ainsi que renforcer la résilience et la capacité des communautés à surmonter les différences qui divisent ce pays très complexe. Nos divers programmes utilisent une approche à plusieurs volets axée sur la sensibilité aux conflits et l'engagement global pour tenir compte des points de vue de multiples parties prenantes, y compris de groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes. Grâce à notre engagement, nous avons commencé à renforcer les capacités locales pour la transformation et la protection des conflits, l'autonomisation des femmes et des jeunes et la promotion de la coexistence pacifique entre les communautés à travers la RDC, en particulier dans la région de l'Est. Dans le cadre de ce projet, Search jouera un rôle essentiel dans la mise en œuvre des activités de communication, dans la gestion pacifique des conflits fonciers et le track II.

L'expérience du Centre Résolution Conflits (CRC): est une organisation non gouvernementale (ONG) de paix, justice et développement intégral conçu en 1993 et créée en 1997. La vision de l'organisation est celle d'un monde de paix et d'amour avec pour mission d'aider les personnes physiques, morales et les communautés à résoudre leurs conflits de manière pacifique afin de créer les meilleures conditions pour un développement communautaire intégré. Avec pour objectif principal de contribuer à la résolution pacifique des conflits en République démocratique du Congo, en commençant par les Provinces les plus touchées dont l'Ituri en particulier, où siège actuellement le CRC, et du Nord-Kivu. Le siège du CRC est à Bunia, Ituri, et l'organisation a aussi une antenne à Beni au Nord Kivu. Les objectifs spécifiques de l'organisation sont les suivants :

- Mettre sur pied des cadres de réflexion sur les conflits en vue de les prévenir et de les gérer ;



- Assurer la formation des formateurs dans le domaine de gestion pacifique de tout genre de conflits au sein des communautés de base, des centres de formation permanents et des institutions d'enseignement supérieur et universitaire ;
- Mener des plaidoyers pour la défense des droits humains et sensibiliser le public à travers des campagnes sur la culture de la paix ;
- Assurer un accompagnement psycho-social, juridico-judiciaire, et socio-économique aux victimes / survivants de conflits et de violations des droits humains ;
- Accompagner les communautés de base dans leurs efforts pour le développement durable.

Le CRC est composée d'environ 35 personnes et ses domaines d'intervention comprennent la résolution pacifique des conflits, la protection, le counseling, la formation, et le développement communautaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet basé sur le dialogue démocratique à travers le consortium Pamoja kwa Djugu dans le territoire de Djugu, CRC s'appuiera sur l'expérience de 7 ans de travail avec les communautés de Djugu, notamment la mise en place des commissions de réconciliation dans plusieurs groupements et village, à savoir la Chefferie de Bahema Nord (Lossa Ndrema, Logo takpa et Buku), Secteur de Walendu Djatsi (Ngongo, Lipri, Tchudja et Kobu), Secteur de Banyali Kilo (Kilo), Secteur de Walendu Tatsi (Ezekere, Zumbe et Lita) et sont élargies jusque dans le Territoire d'Irumu notamment dans les territoires des Walendu-Bindi, Bahema-Sud et Sota. Ces commissions de réconciliation travaillent en étroite collaboration avec les chefs coutumiers, la coordination locale de la société civile, les leaders locaux, les jeunes filles et garçons et les femmes, les acteurs religieux, et en synergie avec Initiatives Locales de Paix (ILP) dans les zones où elles sont installées.

Les commissions de réconciliation ont pour rôles de récolter les données sur les différents incidents de protection (Alerte précoce), sensibiliser les communautés sur la prévention des conflits, la promotion des voix de dialogue, documenter les cas de violation des droits humains et partager leurs rapports au niveau interne avec le superviseur du CRC et au niveau externe avec les chefs du village et de chefferie/secteurs selon le cas. Grâce à ces commissions certains conflits fonciers ont trouvé des solutions tel est le cas du conflit qui a opposé vers l'année 2016 les éleveurs et les agriculteurs de villages Godza et Lera autour du pâturage collectif de la colline Rho dans la chefferie de Bahema Nord.

CRC vient de clôturer à Beni un programme « Inuka » en Swahili dont l'objectif était de sensibiliser les communautés sur la cohabitation pacifique et le dialogue interactif avec l'appui de Baring Fondation, exécuté à Mangina et Bulongo au Nord-Kivu. CRC s'appuiera sur l'expérience de ce programme pour le ramener à Djugu en complément avec le travail de commission de réconciliation pour en faire un tout cohérent. Par ailleurs, à travers l'expérience acquise de son programme construction de la paix en ITURI et Beni CRC a retenu les leçons suivantes :

- Etant donné que le travail de dialogue et construction de la paix nécessitent un suivi permanent et la division du travail, CRC se forcera d'augmenter les nombres des points focaux dans les chefferies et Village, elle se forcera aussi de tenir compte des tendances tribales dans la composition des membres des initiatives locales pour raison de la sensibilité ;
- Etant donné que la division du travail est très disproportionnée en termes de Genre (les femmes doivent assumer plus de tâches), le défi principal en matière de changement de comportement est de faire respecter l'équilibre de Genre, y compris en ce qui concerne la division du travail entre l'homme et la femme, CRC se forcera de s'appuyer sur son expérience avec le travail de femmes et impliquera plus de femmes dans chaque phase de dialogue communautaire.



V. Gestion et coordination

a) Gestion et coordination du projet

Coordination interne

Ce consortium a l'avantage de réunir deux organisations spécialisées dans le domaine de la transformation des conflits et la consolidation de la Paix. La longue expérience internationale et de la RDC qu'amène Search couplé à l'ancrage du partenaire local au niveau local grâce à sa longue expérience de travail dans la province de l'Ituri constituent des atouts importants pour l'atteinte des résultats attendus par ce projet.

La mise en œuvre du projet est répartie entre les deux organisations membres du consortium de manière à renforcer cette complémentarité. Ainsi, les deux organisations interviendront conjointement pour atteindre le premier résultat, tandis que le deuxième est spécifiquement consacré à Search mais dont CRC assurera le suivi en tant que partenaire permanent au terrain tout en maintenant un niveau de coordination approprié pour en assurer l'impact.

À Bunia tout comme dans le territoire de Djugu, tous les staffs clés du consortium seront installés dans un seul bureau. Search dispose déjà d'un bureau à Bunia dans lequel il accueillera le reste de l'équipe du partenaire local engagé sur le projet. À Djugu, le consortium installera une petite base qui servira de lieu de travail de l'équipe au cours des missions régulières qui seront réalisées tout au long du projet.

La mise en place des équipes du projet sera faite de manière à assurer cette complémentarité entre leur rôle et responsabilité dans la mise en œuvre du projet.

Ainsi, les différentes positions prévues dans le projet sont reprises et expliquées dans le tableau ci-dessous :

Search for Common Ground

| Poste | Brève description |
|---|--|
| Chef de projet et coordinateur du consortium | Sera le point focal de la coordination entre les membres du consortium à travers de la synchronisation des activités, la présentation des progrès et mènera la réflexion sur les leçons apprises, les défis et les solutions. |
| Équipe média (Assistant média et Chargé de média) | L'équipe média sera en charge du suivi de la mise en œuvre des aspects médias et communicationnelle du projet (visibilité). Elle sera composée d'un assistant-journaliste senior qui assurera le coaching des radios pour un suivi de qualité et sera appuyé par et un média manager qui développera la stratégie média du |



| | |
|---|---|
| | <p>projet, suivra tout le processus de l'installation de la radio territoriale et dispensera les différentes formations du projet.</p> |
| <p>Conseillère technique Genre</p> | <p>Son rôle sera de développer la stratégie genre du projet, de former l'équipe du projet ainsi que tous les partenaires sur la prise en compte du genre dans le processus de mise en œuvre et de veiller à l'effectivité de la prise en compte du genre par tous les membres du consortium</p> |
| <p>Équipe finance (Assistant Admin finance et caissière)</p> | <p>Ils seront en charge d'appuyer la gestion financière et la gestion des espèces à Bunia et sur le terrain.</p> |
| <p>Equip DME (DME Spécialiste, DME Manager, Point focal DME, ILT)</p> | <p>L'équipe DME sera chargée du suivi régulier du projet du début à la fin en assurant la collecte régulière des indicateurs ISSSS, l'usage pertinent et ponctuel du baromètre pour identifier certaines tendances au niveau du dialogue démocratique et de la conception, implémentation et dissémination des livrables de recherche. Spécifiquement le DME Manager supervisera les différents livrables DME développés à travers de collecte du terrain ponctuelle ou régulière par le point focal DME. Le DME Manager sera aussi responsable du coaching régulier du point focal DME sur le terrain et d'entretenir des échanges réguliers avec la cellule S&E de l'unité de stabilisation de la MONUSCO à Goma. Le spécialiste DME va assurer que les livrables produits aient la qualité requise, avec un œil particulier sur la qualité de la recherche produite (étude de base et évaluation) et il fournira un appui aux processus d'apprentissage et de réflexion au niveau national, y compris l'apprentissage à travers les différents projets mis en oeuvre au niveau de la RDC dans le cadre du dialogue démocratique. Enfin, l'équipe technique DME régionale (Équipe d'Apprentissage Institutionnel - ILT) assure une révision ponctuelle des différents livrables et le respect de standards de qualité requis au niveau global et interne à Search. ILT appuie aussi l'apprentissage interrégional et l'intégration des leçons apprises et meilleures pratiques venant des autres projets en RDC et dans la sous-région. Enfin, ILT assure aussi le respect de la sensibilité au conflit dans le cadre du projet, en renforçant les compétences du staff dans l'analyse ne pas nuire et en appuyant les processus de mise en place des plans d'action ne</p> |



| | |
|--|--|
| | pas nuire qui seront revus et mis à jour de manière régulière. |
|--|--|

Centre Résolution Conflits

| Poste | Brève description |
|--------------------------------------|--|
| Chargé de Projet - CRC | Le chargé de projet au sein du CRC coordonne la mise en œuvre des activités du projet: planification, le suivi de la mise en œuvre de toute les composantes du projet, gestion du budget en collaboration avec le financier, le rapportage des activités suivant la périodicité, et assurera la liaison entre le CRC, le consortium "Tujenge kwa Amani" et les autres acteurs qui sont les parties prenantes à la mise en œuvre des activités. |
| Assistant de Projet – CRC | Basé sur le terrain, l'assistant de projet appui le chargé du projet au niveau du CRC et spécifiquement dans l'exécution des activités allouées au CRC. Il contribue à la rédaction des rapports. |
| Equipe finance CRC | Cette équipe est responsable de la consolidation des rapports financiers, contrôle de la conformité des pièces comptables et gestion des comptes en banques. Elle appui le chargé de projet dans le suivi de l'exécution du budget. |
| Logisticien-CRC | En charge des opérations logistiques du projet, l'appui des équipes au terrain tout comme au bureau, gestion des mouvements, les achats du projet, gestion du magasin et gestion de la sécurité. |
| Administration et ressources humaine | En charge de la gestion administrative et RH de l'organisation, toutes les questions administratives du projet rentre dans ces attributions (la collaboration avec les services étatiques, gestions des correspondances avec tous les partenaires du projet. |

Search a déjà conduit une étude préliminaire des capacités du CRC. Cela a permis d'examiner leurs capacités en termes de gestion programmatique, administrative et financière. Search dressera un plan de renforcement des capacités dès le début du projet. Dès le premier trimestre servira à toute l'équipe clé du



consortium en charge de la mise en œuvre de s'installer dans un même bureau à Bunia et d'avoir un espace conjoint de travail qui sera identifié à un endroit approprié dans le territoire de Djugu. Les leçons apprises du consortium "Ensemble pour Beni" où Search est engagé ont démontré qu'une présence physique sur le terrain ainsi qu'une localisation dans un même bureau facilitent la coordination et la compréhension de la dynamique à la base pour orienter les actions de manière appropriée.

Un système de coordination conjointe sera mis en place au sein du consortium afin d'assurer un partage cohérent et permanent de l'information au cours de la mise en œuvre des activités du projet. Ceci inclura :

Un comité de coordination de la mise en œuvre placé sous le lead du chef de projet (coordinateur du consortium), ce comité sera constitué par les deux chefs de projets (Search et son partenaire CRC), le point focal DME (Search), le chargé de mise en œuvre (Search), l'Assistant suivi et évaluation du partenaire, le point focal genre. Il se réunira une fois le mois avec comme mandat d'assurer la coordination, la cohérence ainsi que le contrôle qualité dans la planification et la mise en œuvre. Ce comité révisera et validera les documents d'orientation de la mise en œuvre à savoir : les planifications, les stratégies développées (genre, suivi et évaluation, plaidoyer, communication, fundraising). Ce comité est en charge d'assurer la coordination avec le secrétariat technique, la MONUSCO CAS, la section DDR, et d'autres acteurs pertinents à travers leur invitation à participer à certaines réunions où leur participation est pertinente.

Une sous-commission genre sera en place et réunira les points focaux genre de chaque organisation sous le lead du (de la) conseiller (e) technique genre de Search ainsi que le point focal genre SSU/Ituri. Cette unité révisera conjointement la stratégie genre de manière à assurer qu'elle réponde exactement aux attentes du projet. Elle assurera son opérationnalisation et sera de manière permanente en charge d'accompagner les autres composantes du projet pour s'assurer de la mise en œuvre de cette stratégie.

Le point focal DME dirigera une **unité de suivi et évaluation du projet**. Chaque organisation (Search et son partenaire CRC) a budgétisé un Assistant suivi et évaluation. La stratégie de suivi et évaluation ainsi que les outils seront harmonisés avec le point focal suivi et évaluation au niveau de la coordination provinciale SSU/Ituri et validées par l'équipe de suivi évaluation SSU au niveau national avec l'appui du STAREC au niveau provincial. Des descentes conjointes de suivi qualitatives et quantitatives de la mise en œuvre des activités seront conjointement organisées sur une base trimestrielle. A cet effet, les autorités provinciales (Ministère du plan, cabinet du Gouverneur de la Province, les députés provinciaux ressortissant de Djugu, STARC et SSU) seront associées pour capitaliser les leçons apprises et assurer la qualité des activités. Un autre type des missions de suivi seront organisées semestriellement par les équipes de suivi évaluation (Search et son partenaire CRC) pour récolter les données du rapportage semestriel.

Un comité Technique Conjoint (CTC) sera composé et fonctionnera conformément au manuel des opérations du fond de cohérence pour la stabilisation. Il se réunira pour échanger sur les succès et les défis et obtenir l'appui nécessaire des autorités à différents niveaux pour renforcer le travail fait au niveau du terrain. Ce comité servira de cadre approprié pour présenter les résultats aux autorités et aux autres parties prenantes clés au niveau provincial et assurer leur implication dans l'ajustement stratégique de la mise en œuvre selon l'évolution du contexte. Il servira aussi d'un espace de plaidoyer pour l'implication des autorités provinciales sur certaines questions nécessitant son niveau d'influence. Search assurera le lead pour toutes les questions sécuritaires lié au consortium. Le point focal sécurité de Search réalisera une mission de reconnaissance dans la zone en associant les autres membres du consortium pour proposer une orientation sur les mesures nécessaires à prendre pour assurer le niveau maximal de sécurité aux équipes engagées dans la mise en œuvre. Notez que tous les aspects logistiques et sécuritaires seront préparés en amont de manière à assurer un démarrage effectif des activités du projet sans connaître de retard.



Le rapportage sera fait par chaque organisation pour la composante du projet qu'elle couvre et une compilation sera assurée par l'équipe de Search pour rédiger un rapport final compilé.

Pour les politiques de prise en charge, une harmonisation des pratiques de prise en charge des partenaires et participants sera faite avant le démarrage des activités. Ceci consistera à harmoniser les frais de logement, la restauration, les primes de facilitation, les frais de transport, etc. que les membres du consortium octroient aux participants invités aux activités.

Coordination externe

Le consortium mettra en place des mécanismes de coordination avec les acteurs externes impliqués dans les processus de stabilisation et de la mise en œuvre de ce projet aussi bien au niveau de l'autorité publique, de l'Unité de stabilisation, des autres sections de la MONUSCO et au niveau du Secrétariat Technique Provincial (STP). A ce niveau le STP en tant qu'entité assurant un soutien à la mise en œuvre globale du Programme National de Reconstruction et de Stabilisation et de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation, y compris la provision d'un soutien technique à la gestion du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation et aux structures de gestion du Fonds le STP jouera un rôle principal de relais et de plaider entre les autorités provinciales, territoriales et les partenaires de mise en œuvre (Search et CRC). De même, le projet assurera une parfaite synergie avec d'autres acteurs qui mettent en œuvre d'autres projets dans la zone y compris les projets de stabilisation. Ces acteurs seront consultés et impliqués à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet pour assurer la cohérence et la complémentarité entre les actions. Le consortium fera partie prenante du groupe de travail stabilisation pour le pilier dialogue démocratique et fournira régulièrement les informations sur le niveau d'avancement des activités dans la zone. Sans être exhaustifs, nous expliquons dans les lignes qui suivent les éléments clés de notre approche de coordination avec les acteurs externes clés.

a. Les autres projets ISSSS et alignés

Le territoire de Djugu a connu l'investissement des projets alignés notamment mis en œuvre par le consortium CISPE, TROCAIRE. L'étude de base servira d'opportunité pour comprendre les acquis de ces projets et construire sur leur base.

b. Les sections de la MONUSCO : CAS, DDR, Genre

La MONUSCO CAS est engagé dans le territoire de Djugu à travers plusieurs initiatives dont notamment la retraite pré-dialogue pour une paix durable et la coexistence pacifique dans le territoire de Djugu de juillet 2018 et les dialogues structurés qui s'en étaient suivis en février 2019. Ces processus ont abouti à des recommandations sur base desquels il sera intéressant de construire dans la mise en œuvre de ce projet. Parmi les actions issues de ce processus, on identifie l'installation d'une radio communautaire, inclusive dans la zone. Le consortium et la section des affaires civiles ont entamé des consultations pour assurer une bonne synergie pour y répondre en collaboration avec les autorités provinciales. Pour cette action et pour d'autres, dès le début du projet, le consortium va s'assurer d'une coordination efficace de manière à capitaliser les acquis. Un cadre de réflexion permanent sera mis en place pour garantir cette complémentarité tout au long du projet.

Le consortium assurera une bonne coordination avec la section DDR de la MONUSCO dans le processus qui sera engagé avec le groupe CODECO.

Un cadre formel de travail sera assuré entre le point focal genre du projet et la section genre de la MONUSCO.

c. Les autorités locales, provinciales et nationales



Concernant les autorités locales, l'approche adoptée se basera sur une mobilisation continue à travers le STAREC pour construire ou renforcer leur vision, leurs compétences et leur engagement pour être les leaders de leur propre processus de stabilisation. Des termes de référence seront signés avec les autorités compétentes aux niveaux local et provincial pour définir les responsabilités de toutes les parties prenantes au projet et déterminer le niveau d'implication pour la réussite du projet ainsi que les conditionnalités pour la mise en œuvre de certaines activités. De plus, des réunions seront organisées dès le début du projet pour capitaliser les acquis et éviter des duplications, assurer la complémentarité, développer des synergies d'action et s'assurer que les aspects de sensibilité aux conflits sont pris en compte.

Le consortium (Search et son partenaire CRC) s'appuiera sur le cadre que lui offrent déjà les organes mis en place par le processus de stabilisation au niveau provincial et national pour renforcer le plaidoyer.

b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation (voir document en annexe 2)

a. Suivi et évaluation

Le cadre logique (CL) présenté dans les annexes est aligné avec celui de l'ISSSS aussi bien au niveau des résultats que des indicateurs. L'objectif spécifique et les deux résultats ont été développés sur la base du cadre logique ISSSS global et chacun contribue à l'attente d'un de ses objectifs, notamment :

L'Objectif spécifique (OS) 1 *“Rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre de manière progressive, pacifique et inclusive – grâce à un processus de dialogue démocratique et de conciliation menée au niveau local, provincial et national – certains des litiges qui sont sources des tensions et des conflits entre communautés dans le territoire de Djugu”* a été développé afin de contribuer à un soutien accru et inclusif qui implique l'Etat et les différentes couches de la population dans le processus de stabilisation, avec un focus particulier sur le dialogue démocratique et de réconciliation au niveau communautaire, sur la base de l'OS du pilier 1 du cadre logique pour la ISSSS.

Au niveau des indicateurs, le cadre logique dans la colonne C montre clairement les indicateurs du CL ISSSS que le consortium s'engage à collecter de manière régulière, avec référence au code du CL ISSSS (ex. Indicateurs 1.1_i et 1.1.1_i du CL ISSS pour l'OS).

Le suivi régulier du projet se base principalement sur trois outils : les outils pour la collecte des indicateurs ISSSS développés par la cellule de S&E de l'unité de stabilisation, sur lesquels le point focal DME chargé de la collecte sur le terrain sera formé ; l'usage pertinent et ponctuel du baromètre pour identifier certaines tendances au niveau des changements avérés dans le cadre du soutien au dialogue démocratique ; et les différents outils de collecte des données qui seront développés dans le cadre du rapport d'Inception qui spécifie l'approche méthodologique pour les deux études planifiées (étude de base et évaluation).

Un coaching régulier du Point Focal DME qui sera basé au sein de la zone où les activités seront mises en œuvre sera assuré à distance et face à face par le DME Manager, qui s'assurera aussi de la coordination avec la cellule S&E de l'unité de stabilisation de la MONUSCO à Goma.

Les résultats produits seront disséminés en interne avec l'équipe de mise en œuvre et les partenaires afin d'adapter la mise en œuvre du projet sur la base des résultats et recommandations identifiés ; dans l'esprit d'un partage avec un plus grand éventail possible des parties concernées qui travaillent dans la zone ou sur les mêmes thématiques, des séances de partage avec des acteurs clefs et la cellule S&E de SSU seront planifiées sur la base du plan de dissémination et d'apprentissage développé pour les différentes études et rapports.



b. Communication et visibilité de l'I4S/STAREC

Le consortium mettra en place tous moyens nécessaires à assurer la reconnaissance et la visibilité d'I4S, STAREC et de l'intervention. Dès la signature du projet, Search publiera une annonce sur ces pages de médias sociaux avec le nom du projet, les agences de mise en œuvre, les bailleurs et des informations de base sur projet. Une fois que l'équipe du projet sera mobilisée et les activités préliminaires seront réalisées (notamment la cartographie des parties prenantes, des ILP, etc.), Search organisera une cérémonie de lancement officiel, à laquelle seront invitées les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales. Ce lancement officiel inclura un communiqué de presse pour publication dans les médias locaux.

Au cours des activités, Search et le partenaire assureront la reconnaissance et la visibilité de l'I4S et STAREC à travers des banderoles et l'impression sur les matériaux (cahiers, programmes, manuel, etc.) des noms et logos de l'I4S et STAREC. De plus, lors des activités, Search ou le partenaire vont faire explicitement référence du financement de l'I4S et STAREC. Pour les programmes radiophoniques, Search inclura une phrase durant l'émission faisant référence au financement de l'I4S et STAREC. Enfin, pour toutes les activités majeures, Search et le partenaire produiront des communiqués de presse, soit avant ou après l'activité (cela dépend de la sensibilité de l'activité). Search se procurera des T-Shirts, chapeaux, maillots, etc. pour le staff de Search et le partenaire à porter lors des réunions et sur le terrain.

c. Budget (en annexe)



ANNEXE 2 : PLAN DE TRAVAIL

Voir document des annexes.

ANNEXE 3 : MATRICE DES RISQUES, DES HYPOTHÈSES ET DES STRATÉGIES DE MITIGATION

Voir document des annexes

| | Indicateur Type | Indicateur | Target | Données de référence Source of Vérification |
|---|----------------------|---|--------|---|
| OBJECTIF SPECIFIQUE | | | | |
| Rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre les conflits de manière progressive et inclusive | SPECIFIQUE AU PROJET | % des membres des communautés cibles dans le territoire de Djugu qui font confiance à "l'autre communauté" (attitudes) | 75% | Baromètre Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search |
| | SPECIFIQUE AU PROJET | % des membres des communautés cibles dans le territoire de Djugu qui reportent que les membres de leur communauté font confiance aux membres de l'"autre" communauté (perception) | 70% | Baromètre Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search |
| | SPECIFIQUE AU PROJET | % des membres des communautés qui reportent que les conflits violents entre communautés dans le territoire de Djugu sont transformés d'une manière pacifique | 70% | Baromètre Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search |
| EXTRANTS | | | | |
| Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit et mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des | SPECIFIQUE AU PROJET | % des membres des communautés du territoire de Djugu qui reportent avoir accès à une espace ou leurs doléances historiques sont adressées | 80% | Baromètre Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search |

| | | | | |
|--|----------------------|--|------------|---|
| conflits touchant le territoire de Djuju de manière pacifique et constructive | SPECIFIQUE AU PROJET | % des membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes: "je n'ai aucun problème si mon enfant marie quelqu'un de l'autre communauté" (attitude) "ma communauté n'aura aucun problème si mon enfant marie quelqu'un de l'autre communauté" (perception) | 85% 80% | Baromètre Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search |
| | SPECIFIQUE AU PROJET | % des membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes: "je n'ai aucun problème à initier un business avec un membre de l'autre communauté si l'opportunité se présente" (attitude) "ma communauté n'aura aucun problème si je initie un business avec un membre de l'autre communauté si l'opportunité se présente" (perception) | 85% 80% | Baromètre Etude de base, final év. et dans le cadre du suivi fait par Search |
| PRODUITS | | | | |
| 1. Les structures communautaires sont fonctionnelles et capable de soutenir la population afin d'améliorer la cohésion sociale et transformer pacifiquement les conflits | STANDARD | Nombre des structures communautaires mises en place et fonctionnelle | 8 | Acte de fondation |
| | STANDARD | Nombre de membres actifs dans les structures communautaires (désagrégées par sexe, âge, catégorie) | 80 | Liste des membres |
| | STANDARD | % des postes décisionnels occupés par des femmes | 50% | Liste des membres |
| | STANDARD | Nombre de plaidoyers pour la paix et la cohésion sociale menés par les structures communautaires | | |

| | | | | |
|--|---|--|-----|------------------------|
| | STANDARD | Nombre des structures pour lesquelles le score d'efficacité/durabilité est améliorée | | |
| | STANDARD | Nombres de résolutions formalisées et mise en application par le gouvernement. | | |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des points focaux participant dans le système de monitoring | 30 | Liste des participants |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des rapports de monitoring produits | 10 | Rapport de monitoring |
| | ACTIVITÉS <ul style="list-style-type: none"> ▪ Activité 1.1: Identification et formation des points focaux dans les communautés clés ▪ Activité 1.2: Rapport mensuel de monitoring ▪ Activité 1.3: Cartographie des acteurs travaillant pour la stabilisation et la transformation des conflits ▪ Activité 1.4: Formation des structures locales de paix ▪ Activité 1.5: Appui aux structures locales de paix | | | |
| 2. Les plans d'action communautaires sont inclusifs et signés par toutes les parties prenantes | STANDARD | Nombre de plans d'action conjoints approuvés par les parties prenantes | 16 | Rapport d'activité |
| | STANDARD | % des priorités du plan d'action mises en place par les parties prenantes | | |
| | STANDARD | % des priorités des plans d'action qui répondent aux besoins spécifiques des femmes | | |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des consultations intracommunautaires tenues | 120 | Rapport d'activité |

| | | | | |
|--|------------------|---|------|--------------------------------------|
| | PROJECT SPECIFIC | Nombres des participants aux consultations intracommunautaires atteints. | 6000 | Liste de présence |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des dialogues intercommunautaires tenus | 64 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des participants aux dialogues intercommunautaires atteints. | 3200 | Liste de présence |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des tribunes d'expression populaire organisés | 64 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des participants aux tribunes d'expression populaire | 400 | Photos, contage avec billets colores |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des activités de rapprochement organisés par les structures locaux de paix | 64 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des réunions de suivi et réflexion avec les chefferies organisé | 04 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des participants aux réunions de suivi et réflexion avec les chefferies | 80 | Liste de présence de l'atelier |
| ACTIVITÉS <ul style="list-style-type: none"> ▪ Activité 2.1: Consultations intra-communautaires ▪ Activité 2.2: Dialogues intercommunautaires ▪ Activité 2.3: Tribunes d'expression populaires ▪ Activité 2.4: Initiatives/Actions concrètes en faveur de la réconciliation | | | | |

| | | | | |
|---|--|---|-----|-------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Activité 2.5: Réunions de suivi et réflexion avec les chefferies | | | |
| 3. COMPACT: Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle | STANDARD | Nombres de résolutions approuvées | | |
| | STANDARD | Nombre des résolutions mises en application par le Gouvernement | | |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des cartographies organisées | 1 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des réunions bilatérales avec les acteurs clés | 32 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombres des participants aux réunions bilatérales avec les acteurs clés sont atteints | 320 | Liste de présence de chaque réunion |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des camps de confiance organisés | 2 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombres des participants aux camps de confiance | 50 | Liste de présence |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des ateliers sur la Paix et Stabilisation de la Territoire de Djugu | 1 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des participants aux ateliers sur la Paix et Stabilisation de la Territoire de Djugu | 100 | Liste de présence de l'atelier |

| | | | | |
|---|--|--|----|-------------------------------|
| | <p>ACTIVITÉS</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Activité 3.1: Cartographie des acteurs soit qui facilitent la stabilisation, soit qui bloquent la stabilisation (en concertation étroite avec SSU, STAREC et CAS) ▪ Activité 3.2: Réunions bilatérales avec des parties prenantes clés ▪ Activité 3.3: Atelier sur la Paix et Stabilisation du territoire de Djugu ▪ Activité 3.4: Camps de Confiance | | | |
| <p>4. Une campagne de communication que appui la transformation pacifique des conflits est formulé et fonctionnel</p> | STANDARD | Nombre des programmes radio liés à la thématique de transformation pacifique des conflits et la cohabitation pacifique | 83 | Fiche de production |
| | STANDARD | Nombre des journalistes formés sur la sensibilité aux conflits (désagrégés par sexe) | 20 | Liste de présence |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des coproductions produites | 36 | Fiche de production |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des Flash-Echo produits | 36 | Fiche de production |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des réunions préparatoires organisées | 1 | Rapport d'activité |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des participants réunions préparatoires | 50 | Liste de présence à l'atelier |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des spots produits | 10 | Fiche de production |
| | PROJECT SPECIFIC | Nombre des campagnes organisés | 1 | Fiche de production |

ACTIVITÉS

- Activité 4.1: Equipement de la radio communautaire
- Activité 4.2: Formation des journalistes de la zone
- Activité 4.3: Coproductions/Magazines avec les journalistes de la zone sur les histoires/témoignages personnels et entretiens avec les individus clés
- Activité 4.4: Flash-Echo Productions pour contrer des rumeurs et discours de la haine.
- Activité 4.5: Atelier préparatoire avec journalistes, CAS, structures locales de paix, organisations des jeunes et des femmes, SSU et autorités locales sur la planification de la campagne
- Activité 4.6: Production conjointe des spots sur la cohabitation pacifique entre les communautés
- Activité 4.7: Campagne de communication de masse sur la transformation des conflits et stabilisation de Djugu

Goma, 24 janvier 2020

N/Réf : 010/SFCG/Goma/2020

Madame, Monsieur le Responsable du Secrétariat Technique
du Fond de Cohérence pour la Stabilisation de l'Ituri
à ITURI

Objet : Demande de dérogation exceptionnelle sur l'allocation des ressources humaines

Madame, Monsieur le Responsable,

Je vous écris par rapport à la proposition de Search for Common Ground (Search) en partenariat avec le Centre Résolution des Conflits en réponse à l'Appel à manifestation d'intérêt - Fond de Cohérence pour la Stabilisation « Ituri-Djugu ». Nous souhaiterions soumettre à votre considération une demande de dérogation exceptionnelle de dépassement de la limite de 20 % pour les ressources humaines concernant la proposition que nous vous avons soumise. Du fait des exigences programmatiques du projet et de la structure opérationnelle de Search en RDC qui est nécessaire pour une gestion appropriée des aspects relatifs à la fois à la qualité de nos programmes et aux finances, nous nous permettons de solliciter cette exception.

Approche Programmatique

L'approche programmatique de Search en général et de ce projet en particulier est axée sur la transformation des relations sociales et interpersonnelles, contrairement aux programmes humanitaires et de développement qui eux se focalisent sur la fourniture ou la réhabilitation d'infrastructures ou de biens et matériaux. Ceci explique pourquoi beaucoup de nos coûts sont liés aux ressources humaines, qui sont le vecteur clé de la mise en œuvre et de la réussite de nos activités. Pour être menées à bien, celles-ci requièrent en effet des services en matière de facilitation, de rapprochement, et de négociation, et en même temps, nous n'avons que peu de frais de matériaux ou d'autres frais de distribution de biens, ce qui assure l'équilibre de nos frais.

Plus concrètement, les effectifs qui contribuent directement à la planification, l'exécution et le suivi et évaluation du projet sont :

- **L'équipe de mise en œuvre** constituée du Chef de Projet et des Officiers en charge de la mise en œuvre. Ces postes seront basés à Bunia et Djugu. Ils seront responsables de la planification et de l'exécution des activités du projet et d'assurer la coordination avec les autres acteurs sur le terrain. De plus, l'équipe sera responsable de la coordination des activités du partenaire local, ainsi que du renforcement de leurs capacités. Enfin, ces postes assureront la qualité des activités en matière de transformation de conflit et de « do no harm ».
- **L'équipe des services techniques** constituée du Manager du département média, du Chargé et du Spécialiste en conception, suivi et évaluation (S&E), ainsi que de l'équipe régionale. Ces postes seront basés à des endroits divers, aussi bien en RDC qu'au sein de la région d'Afrique de l'Est et Centrale. Le Manager Média dédiera 30 % de son temps à l'apport d'un appui technique pour assurer la qualité des émissions radiophoniques

produites par le journaliste. Le Chargé et le Spécialiste en conception, suivi et évaluation seront impliqués dans l'encadrement de la stratégie de suivi et évaluation du projet. De plus, ils soutiendront le Point Focal S&E basé à Djugu pour vérifier et assurer la qualité des outils de suivi et évaluation qui seront utilisés sur le terrain. Ils seront également responsables du coaching régulier du Point Focal S&E et entretiendront des échanges réguliers avec la cellule S&E de l'unité de stabilisation de la MONUSCO à Goma. Le Spécialiste S&E assurera également que les livrables produits aient la qualité requise. Enfin, il fournira le soutien nécessaire aux processus d'apprentissage et de réflexion au niveau national.

Structure Opérationnelle de Search en RDC

Search en RDC est structuré autour de 4 zones d'intervention : Nord-Est, Nord-Ouest, Sud-Kivu/Kasai et Sud-Est. Chaque zone dispose d'un siège dans son chef-lieu et d'un nombre de sous-bureaux, ainsi que de bases opérationnelles qui appuient la mise en œuvre de projets spécifiques. Les bureaux zonaux sont en charge de l'appui administratif et financier ainsi que de la supervision des projets mis en œuvre dans la zone.

Le programme en RDC est géré par une équipe de gestion nationale et zonale répartie selon les zones susmentionnées. L'équipe de gestion nationale est composée du Directeur Pays ainsi que des effectifs en charge des Finances, des Opérations/Logistique, de l'Administration/RH et de la Qualité des Programmes. Ces effectifs sont basés au sein de différents bureaux du pays. Le Bureau de la zone est responsable de la gestion et de la supervision des opérations, des finances, de l'administration et des programmes dans la zone. Les bureaux zonaux comprennent une équipe d'appui qui est composée d'une équipe de gestion, une équipe des finances, une équipe des opérations/logistique et une équipe d'administration/RH.

Les sous-bureaux ont une autonomie limitée en termes de finance pour assurer la disponibilité de l'argent sur le terrain. Les sous-bureaux sont normalement pourvus en personnel par les effectifs du projet ainsi qu'un chargé de finances et un chargé de logistique.

Le Sous-Bureau de Bunia fait partie de la zone Nord-Est et il est appuyé par le bureau zonal de Goma. Le bureau de Goma assure la qualité des interventions dans toute la zone, la coordination stratégique avec d'autres acteurs humanitaires et l'engagement et la mobilisation politique au niveau des autorités, éléments essentiels pour assurer la bonne mise en œuvre de toute intervention. Enfin, le bureau de Goma effectue également des visites régulières de suivi à Ituri/Djugu pour assurer la qualité du travail des agents de terrain. L'appui du bureau de Goma est donc un élément essentiel pour assurer la bonne mise en œuvre et la qualité de notre projet.

La répartition des coûts d'appui partagés est déterminée selon la « Politique sur l'Allocation des Coûts Partagés » (en annexe). Cette politique définit deux méthodes pour calculer l'allocation des coûts entre les projets :

- La valeur des effectifs de mise en œuvre : Dans cette méthode, la répartition des coûts partagés est basée sur la valeur salariale des agents de mise en œuvre par rapport à la valeur de l'ensemble des agents de mise en œuvre de tous les projets de la zone/du pays.
- Le temps des effectifs à plein temps sur le projet : Dans cette méthode, la répartition des coûts partagés est basée sur l'équivalence du temps réel total passé par les agents de mise en œuvre à plein temps sur le projet.

En RDC, la répartition s'effectue sur la base de la deuxième méthode : le temps des effectifs à plein temps sur le projet. Les coûts couverts par cette politique comprennent :

- Les salaires de l'équipe de gestion, finances, opérations et administration/RH, y compris le Directeur National, le Chef de Bureau, le Directeur National des Finances, le Chargé des Finances – Goma, le Chargé des RH, le Chargé de Logistique, etc.
- Les coûts opérationnels du bureau du chef-lieu, y compris le loyer, les frais de fonctionnement du bureau (électricité, eau, etc.), les fournitures de bureau, l'entretien des véhicules, internet, etc.

Au regard de l'ensemble de ces facteurs, il nous apparaît donc essentiel de pouvoir bénéficier d'une dérogation exceptionnelle sur l'allocation des ressources humaines pour permettre la bonne mise en œuvre et la réussite de notre projet.

Nous restons à votre entière disposition si vous souhaitez de plus amples informations, et nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à nos sentiments de franche collaboration.

Patrick MUGULA

Directeur Pays ai

